



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Le 16 octobre.

RDC: Joseph Kabila n'a pas de compte Twitter. Le président de la RDC, Joseph Kabila n'a pas de compte Twitter et n'utilise pas les réseaux sociaux pour sa communication officielle. Des comptes Twitter existent en avec comme titulaires des personnes qui se font passer pour "Zoé Kabila" du nom du jeune frère du président congolais ou d'"Olive Lembe", son épouse. Le cabinet du chef de l'Etat indique que ni le président de la République ni aucun de ses proches, n'utilise les réseaux sociaux pour traiter des affaires ayant trait à la nation. Le communiqué rappelle que l'usurpation d'identité est un acte répréhensible qui peut donner lieu à des poursuites judiciaires. Les propriétaires de faux profils de Kabila et de ses proches n'hésitent pas à commenter l'actualité politique congolaise, donnant lieu à des débats animés sur ces réseaux sociaux.

Thomas Perriello: «Je ne pense pas que les pays des Grands Lacs vont suivre l'exemple du Burundi». « Je ne pense pas que les pays de la région des Grands Lacs vont prendre l'exemple du Burundi comme un modèle à suivre ». C'est ce qu'a déclaré Thomas Perriello, Envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs, dans un entretien qu'il a accordé à Radio Okapi. Allusion faite à la crise consécutive à la réélection controversée de Pierre Nkurunziza à la tête du Burundi. Au sujet de la RDC, Thomas Perriello affirme que la constitution doit être maintenue et respectée. La constitution congolaise limite à deux le nombre de mandats du chef de l'Etat. Actuellement à la tête du pays, Joseph Kabila arrive à la fin de son deuxième et dernier mandat en décembre 2016.

La RDC peut obtenir 10 milliards USD de l'Ouganda, estime l'avocat Fidèle Zegbe. A trois mois de la reprise devant la Cour internationale de justice (CIJ) du procès qui l'oppose à l'Ouganda, la RDC «ne devrait pas se laisser distraire» mais plutôt apprêter ses pièces à conviction, a conseillé jeudi 15 octobre à Kinshasa le professeur Fidèle Zegbe, avocat au barreau de Bruxelles et de Kinshasa/Gombe. Selon lui, le pays devrait déposer avant le 6 janvier 2016 son mémoire pour justifier les 10 milliards de dollars qu'il réclame à l'Ouganda. Fidèle Zegbe estime que le gouvernement congolais devrait en tout état de cause s'armer d'argumentaire susceptible de lui permettre d'obtenir la réparation des dommages subis. Ce qui passe par le dépôt dans le délai du mémoire avant début janvier.

RDC : concours d'art oratoire sur les droits de l'homme pour une bourse d'études en France. Le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme lance mercredi 21 octobre la deuxième édition du concours d'art oratoire ouvert aux jeunes finalistes de licence vivant en République démocratique du Congo. Ce jeu-concours d'art oratoire est organisé dans le cadre de la célébration de la journée internationale des Droits de l'Homme, qui a lieu le 10 décembre de chaque année. La première édition tenue en 2013 avait mobilisé une quarantaine de candidats, 8 Universités de Kinshasa et plus de 800 étudiants. Le gagnant recevra une bourse d'étude de niveau Master 2 dans une université française.

Ban Ki-moon sollicite l'implication de tous pour éliminer la faim. Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon sollicite l'implication de tous pour éliminer la faim dans le monde. Il invite les Agriculteurs, les scientifiques, les organisations internationales, les militants, les entreprises et les consommateurs à jouer un rôle actif dans ce combat car « la faim est une injustice terrible », affirme le secrétaire général des Nations unies dans un communiqué publié à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation célébrée le 16 octobre de chaque année. Les manifestations de cette année sont conduites sous le thème: « Protection sociale et agriculture : rompre le cercle vicieux de la pauvreté dans les zones rurales ».

Insécurité à Beni : les transporteurs demandent à l'armée d'escorter leurs véhicules. La plateforme d'agences de transport au Congo (Platraco) demande au commandant du secteur Grand Nord et des Opérations Sokola1 de planifier l'escorte de leurs véhicules sur le tronçon Oicha-Luna sur la nationale n°4 dans la province du Nord-Kivu pour sécuriser les conducteurs, les passagers et leurs marchandises contre les embuscades des rebelles Ougandais des ADF.

Goma : les parents d'élèves obligés de contribuer à la construction des écoles. Certaines écoles de la ville de Goma dans la province du Nord Kivu exigent aux parents de déboursier entre 5 et 15 dollars américains comme frais de construction ou de réhabilitation des écoles. Les gestionnaires de ces écoles, publiques ou conventionnées, conditionnent souvent l'admission des élèves dans leurs écoles par le paiement de cet argent. Certains parents, déjà en difficulté pour payer les frais scolaires, estiment que cette charge revient à l'état.

Ex-Katanga : 428 personnes sont mortes de rougeole depuis janvier 2015. Trente mille cas de rougeole ont été enregistrés, dont quatre cent vingt-huit décès depuis janvier 2015 dans la province de l'ex-Katanga. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) qui a livré cette information vendredi 16 octobre a indiqué qu'en l'espace de trois mois, le nombre de zones de santé affectées a plus que doublé, passant de 11 à la fin du mois de mai à 26 en fin septembre 2015.

RDC : Théophile Mbemba annonce la fermeture d'une centaine d'universités. Plus d'une centaine d'établissements supérieurs et universitaires jugés non viables vont être fermés d'ici samedi 17 octobre sur toute l'étendue de la RDC. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Théophile Mbemba, l'a annoncé jeudi 15 octobre, à l'occasion de l'ouverture de l'année académique qui s'est déroulée à l'Université de Kinshasa (Unikin).

RDC : les lauréats du prix de l'industrie minière de l'IPAD 2015 connus. Le forum de l'Infrastructure, Partenariat et Développement (IPAD) ouvert depuis ce jeudi 15 octobre à Kinshasa a désigné Randgold Resources et Tenke Fungurume et Mme Soraya Aziz comme lauréats du prix de l'industrie minière de l'IPAD/RDC 2015. Ce prix, le deuxième du genre depuis son lancement, rend hommage aux individus et projets ayant apporté une contribution positive au secteur minier en République démocratique du Congo. Randgold Ressources est primé dans la catégorie «prix pour la meilleure gestion de la santé et de la sécurité au travail». Selon les organisateurs, Randgold Ressources offre des services médicaux de base gratuits à ses salariés, à leur famille immédiate et aux membres de la collectivité dans un rayon de 10 km autour de chacune de ses mines. Tenke Fungurume de son côté s'est vu décerner deux prix : celui de Prix de la meilleure gestion environnementale et de la compagnie minière de l'année. Le premier prix se justifie, selon les organisateurs, du fait de son programme environnemental de plus de 50 millions de dollars américains, chargé de protéger l'environnement et soutenir les programmes sur la biodiversité. Le second rend hommage notamment à la politique d'emploi de TFM. Le prix de la femme minière de l'année a été décerné à Soraya Aziz Souleymane, ancienne directrice adjointe du Centre Carter, actuellement cadre dans une société minière congolaise dans la province du Kivu.

Kisangani: deux officiers de l'armée arrêtés pour braconnage. Deux officiers des forces armées de la RDC (FARDC) ont été arrêtés la semaine dernière en territoire d'Opala pour braconnage d'éléphants dans la zone destinée à la création du Parc National de la Lomami, a indiqué, jeudi 16 octobre, Dieudonné Apasa, le ministre provincial de l'environnement. Le ministre révèle qu'au moment de son arrestation, le 9 octobre dernier, le capitaine Didier Bosongo transportait 53 kg de pointe d'ivoire et le lieutenant Asumani détenait deux pointes d'ivoires et une quantité importante de viande boucanée d'éléphants.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial invite les infirmiers à surseoir la grève. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu a invité, vendredi 16 octobre les infirmiers à surseoir leur mouvement de grève déclenché la veille. Selon l'exécutif provincial, des avancées significatives sont enregistrées dans le traitement du dossier des infirmiers et Kinshasa promet d'y répondre dans un bref délai. Les infirmiers du Sud-Kivu sont en grève depuis jeudi 15 octobre. Ils réclament des meilleures conditions salariales.

Mongala : la Banque mondiale décide de prolonger d'une année le projet PARRSA. La Banque mondiale a décidé de prolonger d'une année les activités du projet d'appui à la réhabilitation et la relance agricole (PARRSA) dans la nouvelle province de Mongala qui devrait arriver à terme en décembre 2015. La décision a été annoncée au terme d'une visite d'évaluation de toutes les activités réalisées dans le cadre de ce projet de relance agricole dans cette province issue du démembrement de l'Ex-Equateur. Les parties impliquées dans ce projet dont la coordination du conseil agricole et rural de gestion (CARG), les organisations paysannes et la société civile se sont dites satisfaites des

réalisations du projet. A l'actif du PARRSA à Mongala, le CARG note la construction des entrepôts et la réhabilitation des routes de desserte agricole. L'objectif du PARRSA dans la région est d'augmenter la productivité agricole et d'améliorer la commercialisation de la production végétale et animale des petits producteurs agriculteurs.

Beni: la société civile appelle à l'incivisme fiscal pour dénoncer l'insécurité. La société civile du secteur de Beni-Mbau et celle de la cité d'Oicha appellent la population à ne pas payer les taxes, impôts et autres redevances dus à l'Etat dans cette partie du Nord-Kivu. Ces structures ont lancé leur appel, jeudi 16 octobre, pour dénoncer la montée de l'insécurité dans le territoire de Beni, situé à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu).

Samedi 17 octobre.

La RDC et l'Afrique du Sud veulent accélérer le projet Grand Inga. La RDC et l'Afrique du Sud veulent accélérer le projet Grand Inga. Les chefs d'Etat de ces deux pays l'ont fait savoir au cours de la 9ème session ordinaire de la Grande Commission mixte RDC-Afrique du Sud qui s'est clôturée vendredi 16 octobre à Kinshasa. Le projet Grand Inga prévoit plusieurs phases d'extension des capacités de production électrique sur le site des chutes d'Inga, dans la province du Kongo-Central, où existent actuellement deux barrages construits dans les décennies 1970 et 1980, et fonctionnant aujourd'hui bien en-deçà de leurs capacités. S'il venait à être réalisé, le site d'Inga aurait une capacité de production de 40 000 MW, soit l'équivalent de plus de 24 réacteurs nucléaires de troisième génération, qui seraient exportés jusqu'en Afrique du Sud, mais aussi vers l'Afrique de l'Ouest voire plus au Nord.

RDC: le bureau de l'Assemblée nationale visé par une pétition. Une pétition contre les membres du bureau de l'assemblée nationale a été déposée vendredi 16 octobre aux cabinets des premier et deuxième vice-président de l'Assemblée nationale. Initié par les députés Fabien Mutomb et Muhindo Nzangi, cette pétition qui demande le départ du bureau a été signée par 64 élus. Ces députés reprochent notamment au bureau de s'opposer à sa recomposition. Ils estiment que l'opposition n'est plus représentée dans ce bureau alors que, selon eux, les postes de deuxième vice-président et rapporteur-adjoint lui reviennent. Ces élus laissent entendre que les membres du bureau qui occupent ces postes ne sont plus de l'opposition alors qu'ils avaient été placés dans le bureau à ce titre.

Nouvelles provinces: les commissaires spéciaux ne formeront pas de gouvernements. Le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, Albert Paka, a déclaré à Radio Okapi vendredi 17 octobre que les commissaires spéciaux qui seront nommés à la tête de nouvelles provinces ne formeront pas de gouvernement pour diriger ces provinces. Il a indiqué que ces commissaires spéciaux vont travailler avec des cabinets restreints. Selon lui, les commissaires spéciaux recevront un cahier de charge. Ils seront notamment chargés de doter les nouvelles provinces « d'une administration, des services techniques et des infrastructures minimales pour pouvoir créer les balises nécessaires favorables à l'arrivée de nouveaux gouverneurs ».

RDC: la pétition contre le bureau de l'Assemblée nationale a été rejetée. La pétition initiée par les députés Fabien Mutomb et Muhindo Nzangi contre le bureau de l'Assemblée nationale a été rejetée samedi 17 octobre. La plénière a décidé de son rejet à la suite d'une motion incidente soutenue par le député Shadary Ramazani pour qui le document comportait un faux en écriture. Un député dont le nom était repris parmi les 64 signataires de la pétition n'a pas reconnu sa signature.

Assemblée nationale : Floribert Luhonge élu premier vice-président. Le député de la Majorité présidentielle Floribert Luhonge est élu premier vice-président de la chambre basse du Parlement, à l'issue du vote effectué, samedi 17 octobre, au Palais du peuple. Floribert Luhonge remplace à ce poste Charles Mwando Nsimba qui a démissionné, en septembre dernier, à la suite de l'exclusion de son parti, l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef), de la Majorité présidentielle (MP).

Georges Nzongola publie «Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa» L'écrivain congolais, Georges Nzongola a publié l'ouvrage intitulé : «Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa». Publié aux éditions Icredes, cet ouvrage de 446 pages relate l'histoire de la RDC depuis la tenue de la conférence de Berlin en 1885.

Dimanche 18 octobre.

Ituri : plus de 130 000 déplacés de guerre accèdent difficilement à la nourriture, selon la FAO. Plus de cent trente mille déplacés de guerre au Sud et à l'Ouest du territoire d'Irumu (Ituri) accèdent difficilement à la nourriture. Le Fonds des Nations unies pour l'alimentation (FAO) a livré ces statistiques vendredi 16 octobre, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de

l'alimentation. Dans cette partie de l'Ituri, les déplacés sont localisés sur l'axe Bogoro-Boga et Komanda-Luna où ils vivent dans des familles d'accueil.

RDC : le front populaire mobilise pour le dialogue sous la médiation internationale. Le front populaire contre la révision constitutionnelle invite toutes les forces politiques, y compris le G7 à se mobiliser autour d'Etienne Tshisekedi de l'UDPS pour un dialogue sous la médiation internationale. Le coordonnateur de cette structure, Lisanga Bonganga l'a affirmé samedi 17 octobre dans une déclaration à la presse. L'objectif, selon lui, est que la passation du pouvoir se déroule de façon pacifique et en toute sérénité et que le délai constitutionnel soit respecté.

RDC: fermeture des établissements d'enseignement supérieur non viables. Une centaine d'établissements d'enseignement supérieur jugés non viables ont été fermés samedi 17 octobre par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Théophile Mbemba. La plupart d'entre eux sont des extensions installées dans les cités et villes du pays. Par la même occasion et pour le même motif, le ministre Mbemba a fermé plusieurs auditoriums délocalisés c'est-à-dire ceux fonctionnant en dehors de leurs sites universitaires.

Nord-Kivu: le Bedewa plaide pour la certification du site minier de Bisiye. Le Bureau d'études pour le développement de Walikale (Bedewa) souhaite que le site minier de Bisiye soit certifié et que l'évacuation et la vente des minerais profitent aux populations locales. Selon cette structure, le service des mines et géologie de ce territoire du Nord-Kivu a perçu pour les quatre derniers mois auprès des exploitants miniers 450 000 dollars américains. Cette somme, selon la même source, n'a pas encore servi à financer un quelconque projet en faveur de la communauté locale.

Ituri: libération du président de la société civile de Mambasa. Le président de la société civile du territoire de Mambasa a indiqué samedi 17 octobre avoir été libéré la veille, après dix-sept jours de détention. Il avait été gardé d'abord au cachot du parquet secondaire de Mambasa puis à celui du parquet de Bunia pour enfin être transféré à la prison centrale. Martin Mangala a été arrêté le 29 septembre par le parquet secondaire de ce territoire sur plainte du général Akilki Mundos, commandant FARDC de la place. Ce dernier l'accusait d'avoir dénoncé faussement, à travers Radio Okapi, l'occupation des salles d'une école locale par des militaires. Une dénonciation que le président de la société civile de Mambasa n'a pas nié, même à sa sortie de la prison centrale.

Kananga: SOS sur le nombre croissant des malades mentaux. Près de quarante malades mentaux errent sur les artères de la ville de Kananga, a fait savoir samedi 17 octobre l'Observatoire congolais des Droits de l'homme. D'après le coordonnateur provincial de cette structure, Me Hubert Ngulandjoko, ces personnes malades constituent un danger permanent pour la population. Il lance un SOS aux autorités compétentes.

Lundi 19 octobre.

Elections locales: des partis politiques de Goma veulent un calendrier au plus tôt. La coalition des partis politiques de l'opposition de Goma (Nord-Kivu) exige à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) un nouveau calendrier électoral, avant le 25 octobre. Dans la lettre adressée dimanche 18 octobre au responsable provincial de la Ceni, elle dénonce le flou autour du calendrier pour la tenue des élections provinciales municipales et locales.

Lubumbashi: les autorités maintiennent l'interdiction de circulation des motards la nuit. Le commissaire provincial de la police, le général Jean-Bosco Galenga, a rappelé samedi 17 octobre l'interdiction qui avait été faite depuis avril dernier de circuler après 20 heures à Lubumbashi. Cette mesure vise, selon lui, à préserver les motards de l'insécurité dont ils sont victimes. Deux personnes, dont un motard, ont été tuées par balle jeudi dernier au quartier Kalubwe et la moto emportée par des hommes armés. Des agressions qui deviennent fréquentes, selon les motards.

Kalemie : la pluie emporte la toiture d'une pédiatrie. La toiture du bâtiment abritant la pédiatrie de l'hôpital général Katabe de Pweto à 450 km au Sud-est de Kalemie (Tanganyika) a été emportée dans la pluie qui s'est abattue le week-end dernier dans la ville. Le médecin directeur de cette institution hospitalière, Dr Denis Mumba, a indiqué que dix-neuf enfants avec leurs mères garde-malades sont sans abris.

Kisangani : 468 maisons inondées après une pluie torrentielle. Quatre cent soixante-huit maisons ont été englouties dans les eaux, après une forte pluie qui s'est abattue dans la nuit de samedi à dimanche matin au quartier Plateau Boyoma, dans la commune Makiso. Selon André Ndio Yepende, le chef de ce quartier, l'école Notre dame de la paix, une de grands écoles conventionnées catholiques

de la place, est aussi inondée. Les élèves et enseignants ont eu de la peine à accéder dans la cour de l'école et les salles des classes lundi matin.

RDC: les syndicalistes de la SCTP contre la privatisation des ports de Boma et Matadi. La délégation syndicale de la Société commerciale des transports et ports (SCTP) s'oppose à l'idée du gouvernement de privatiser les ports de Boma, de Matadi ainsi que le chemin de fer Matadi-Kinshasa. Elle a adressé une correspondance à ce sujet, vendredi 16 octobre, au Premier ministre Matata Ponyo. Les syndicats de la SCTP demandent au chef du gouvernement de surseoir à l'appel d'offres portant sur la privatisation à moitié de la SCTP.

RDC: les assemblées provinciales ne sont pas suspendues, selon le ministère de l'Intérieur. Les activités des assemblées provinciales de 21 nouvelles provinces n'ont jamais été suspendues. Elles ont plutôt été reprogrammées en vue d'harmoniser le calendrier des travaux de ces nouvelles provinces. C'est ce qu'a déclaré le week-end dernier à Radio Okapi Albert Paka, directeur de cabinet adjoint du vice-premier ministre, ministre de l'intérieur. A en croire Albert Paka, la décision de mettre une pause aux activités de ces organes délibérants de nouvelles provinces a été prise de manière concertée avec tous les animateurs des bureaux provisoires de ces institutions, invités pour l'occasion en juillet dernier à Kinshasa. Cette mesure visait à éviter «des précipitations et des disparités préjudiciables au processus d'installation de nouvelles provinces», a précisé Albert Paka.

Mbandaka: Siforco va comparaître comme accusé dans le procès de Yalisika. La cour militaire de l'Equateur a indiqué vendredi 16 octobre que la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) devra comparaître comme accusé dans le procès qui l'oppose aux populations du village Bosanga, groupement Yalisika dans le territoire de Bumba, dans l'ancienne province de l'Equateur. La Siforco qui demandait d'être mise hors de cause, a vu sa demande rejetée par la cour militaire de l'Equateur. Cette dernière va auditionner les victimes et des témoins mardi 20 octobre. Le déroulement de ce procès à Mbandaka est pris en charge par les ONG Green Peace, Global Witness, Avocats sans frontières et le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. Ces structures soutiennent les populations qui ont porté plainte pour violations des droits de l'homme. Les faits remontent au 2 mai 2011 au village Bosanga, groupement Yalisika, dans le territoire de Bumba. Maurice Ambena, chef du groupement de Yalisika, indiquait que Siforco s'était engagée à construire une école et un centre de santé au bénéfice de la population locale. Mais, cette entreprise n'avait réalisé aucun de ces projets. La population avait manifesté son désaccord et avait saisi les biens de cette entreprise et empêché l'accès des travailleurs de Siforco dans le domaine d'exploitation. Siforco avait fait appel aux militaires et policiers. Ces membres des forces de l'ordre auraient violemment réprimé la manifestation des habitants de Yalisika qui réclamaient à la Siforco le respect de ses engagements pour le développement de cette localité située dans le territoire de Bumba. Un habitant avait succombé de suite de ses blessures, des femmes auraient été violées et des maisons incendiées. Quatre militaires et deux policiers accusés d'avoir usé de violence contre la population de Yalisika, en Equateur, sont en détention à Mandaka. Les avocats ne vont plus défendre la RDC par solidarité avec Me Tshibangu Kalala

Les avocats ne vont plus défendre la RDC par solidarité avec Me Tshibangu Kalala. Les avocats du barreau de Kinshasa/Gombe ont décidé de ne plus plaider pour les intérêts de l'Etat congolais en solidarité à Me Tshibangu Kalala, incarcéré depuis le 29 septembre dernier à la prison de Makala. C'est l'une des résolutions prises mardi 13 octobre dernier par les avocats de ce barreau, réunis en assemblée générale ordinaire, et annoncé ce lundi à Radio Okapi. Tshibangu Kalala est accusé par la justice congolaise de «rétention illicite de certains documents et abus de confiance» dans le cadre du procès remporté par la RDC contre l'Ouganda devant la Cour internationale de justice en 2005. De son côté, Me Tshibangu conditionne la restitution des documents sur ce litige par le paiement de ses honoraires estimés à 15 millions de dollars américains.

Ituri: suspension de perception du péage sur la route Bunia-Mahagi. Le gouverneur de l'ex-Province Orientale, Jean Bamanisa Saïdi a suspendu, lundi 19 octobre, la perception du péage sur la route nationale n°27, longue de 180 km, reliant Bunia à Mahagi, en Ituri. Il a pris cette mesure pour répondre à la demande des usagers de ce tronçon qui fustigent la dégradation avancée de la chaussée et des ponts d'intérêt capital faute d'entretien.

SNCC: 18 locomotives neuves acquises et 330 wagons réhabilités en une année. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) a reçu dix-huit locomotives neuves et réhabilité trois cent trente wagons, en l'espace d'une année. Le chef du Projet transport multimodal de la Banque mondiale, Mohammed Dalil Essakali a livré ces chiffres, samedi 17 octobre à Lubumbashi. Lancé depuis 2011, ce projet est financé par la Banque mondiale en vue de d'améliorer l'interconnexion des

transports terrestre, aérien, fluvial et ferroviaire en RDC. L'entreprise a également entamé le renouvellement de plus de 700 km de la voie ferrée.

Kinshasa : la rentrée académique est effective dans certains instituts supérieurs et universitaires.

La rentrée académique 2015-2016 est effective dans certains instituts supérieurs et universitaires de Kinshasa, principalement dans les classes de recrutement, a constaté lundi 19 octobre, un reporter de Radio Okapi. C'est le cas de l'Institut supérieur pédagogique de Gombe, l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic), l'Institut supérieur de commerce (ISC) et quelques facultés de l'Université de Kinshasa. Le secrétaire général académique de l'Unikin, le professeur Prospère Kanyankogote, indique que les activités ont effectivement repris dans son institution. Beni : Salomon Banamuhere et Julien Paluku à Oicha pour s'enquérir de la situation sécuritaire

Beni : Salomon Banamuhere et Julien Paluku à Oicha pour s'enquérir de la situation sécuritaire.

Le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation, Salomon Banamuhere, et le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, se sont rendus lundi 19 octobre à d'Oicha à Beni (Nord-Kivu). Selon des sources officielles, les deux personnalités sont envoyées par le chef de l'Etat pour s'enquérir de la situation sécuritaire dans cette cité. Il y a environ deux semaines, des rebelles ougandais des ADF avaient attaqué la cité d'Oicha, tuant neuf personnes au cours de leur incursion.

Réchauffement climatique: les dernières négociations avant la COP21.

Les délégations de 195 pays ont débuté lundi 19 octobre à Bonn en Allemagne la dernière semaine de négociations avant la conférence climat prévue à Paris du 30 novembre au 11 décembre (COP21). De cette rencontre de Paris, un accord mondial pour lutter contre le réchauffement de la planète est espéré. D'ici vendredi, les délégués doivent produire un projet d'accord à partir d'un texte d'une vingtaine de pages proposé par les deux coprésidents des débats. Mais le texte rédigé par l'Algérien Ahmed Djoghlaif et l'Américain Daniel Reifsnyder est critiqué notamment par les pays africains. La semaine dernière, lors de la réunion du groupe Afrique, les délégués avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits de la proposition de deux coprésidents. Certains pays comme la RDC sont mécontents que la REDD+ (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière) ne soit pas prise en compte dans le document des négociations alors qu'elle figure dans le texte discuté à Genève en février dernier. Le principe de REDD+ est de rémunérer les pays en développement et émergents via des contributions provenant des pays industrialisés. De leur côté, les deux coprésidents des débats affirment avoir déjà pris en compte les protestations formulées par différents groupes, qu'ils ont rencontrés depuis jeudi.

Les autorités de RDC autorisent le film du Dr Mukwege.

Le ministre congolais de la Communication et des Médias, Lambert Mende, a annoncé lundi 19 octobre la levée de la décision interdisant la projection du film « L'homme qui répare les femmes- la colère d'Hippocrate ». Ce documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman consacré au Dr Denis Mukwege avait été interdit en septembre dernier à cause de la traduction des témoignages des femmes victimes de viols qui, selon M. Mende, avaient été déformés ainsi qu'à cause des "calomnies" à l'endroit de l'armée. Dans un communiqué lu à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), le ministère de la communication dit avoir considéré les efforts de la coréalisatrice Colette Braeckman pour "obtenir une traduction plus conforme aux témoignages".

Mardi 20 octobre.

RDC: les députés déplorent des faiblesses dans l'exécution du budget 2014.

Les députés ont examiné lundi 19 octobre la loi portant reddition des comptes. Ils ont débattu de l'exécution du budget 2014. Plusieurs élus de la majorité et de l'opposition qui ont pris la parole devant le ministre des Finances ont fait état de plusieurs faiblesses de l'exécution de ce budget, évoquant notamment la faible mobilisation des recettes et des dépassements de la ligne budgétaire. Sur la forme, le député Noël Botakile a dénoncé la procédure qui a conduit à l'examen de cette loi de reddition des comptes. « Le projet de loi de reddition de compte ne peut pas arriver chez nous par le gouvernement de la République parce que c'est le gouvernement de la République qui a fait les dépenses dont les justifications ont été envoyées à la Cour de compte. Et la constitution demande à la Cour de comptes de nous soumettre le projet de reddition de comptes pour que nous puissions comprendre comment les autorisations données ont été réalisées », a-t-il soutenu. Pour sa part, le député Emery Okundji a énuméré les faiblesses de l'exécution du budget 2014 relevées par la Cour de comptes : •Réalizations des recettes non prévues •Faible exécution des certaines dépenses •Exécution des dépenses non prévues, en particulier des projets d'investissement •Exécution des dépenses en dépassement de crédits. Le député de l'opposition a déploré des faiblesses qui reviennent année après année lors de l'examen de cette loi.

RDC: fermeture de 174 établissements de l'enseignement universitaire. Le ministre de l'enseignement supérieur et universitaire (ESU) Théophile Mbemba, a procédé le samedi 17 octobre à la fermeture de 174 établissements de l'enseignement universitaire à travers la RDC. Dans un arrêté ministériel portant interdiction de fonctionnement de ces établissements, le ministre de l'ESU fait également mention de la fermeture de 14 auditoriums délocalisés. Selon Théophile Mbemba, ces établissements ne sont pas viables. La plupart d'entre eux sont des extensions des établissements de l'enseignement supérieur et universitaires installés à travers le pays.

Kinshasa: 33 ONG dénoncent l'attaque de la résidence de l'opposant Moni Della. La Coalition de 33 ONG pour le respect de la Constitution en RDC dénonce l'attaque de la résidence de l'opposant Moïse Moni Della, président intérimaire du Rassemblement des Congolais démocrates et nationalistes (RCDN) dans la commune de Ngaliema à Kinshasa. Dans un communiqué rendu public lundi 19 octobre, ces ONG indiquent que le président du RCDN a fait l'objet d'une attaque de la part d'une dizaine d'hommes armés dans la nuit du 16 octobre dernier. «Lorsqu'ils ont constaté que lui comme son épouse n'étaient pas présents, ils ont pris son lap top et quelques téléphones, avec des menaces. Ils lui ont laissé le message selon lequel s'il continue à faire des bruits, il ne va plus vivre », rapporte Georges Kapiamba, président de l'Acaj.

Ituri: quatre agents de MSF dépouillés dans une attaque armée à Koni. Des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) sont accusés d'avoir dépouillé et brutalisé quatre agents de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) dans une attaque armée, menée lundi 19 octobre, au niveau de la localité de Koni, collectivité de Walendu Bindi, en Ituri. Les miliciens ont emporté des téléphones portables, des jambières ainsi qu'une importante somme d'argent sans plus de précision, indique Olivier Peke. Selon le chef de Walendu Bindi, cet incident porte à cinq le nombre d'attaques visant les humanitaires dans cette contrée depuis janvier dernier.

Lancement de la 2^e phase de réhabilitation de l'aéroport de Goma. La Banque mondiale a lancé, mardi 20 octobre, la deuxième phase des travaux de réhabilitation de l'aéroport de Goma (Nord-Kivu). Le directeur des opérations de la Banque mondiale, Ahmadou Moustapha Ndiaye a indiqué que ce projet participait à la stabilisation et au développement économique de la partie Est de la RDC. Ce projet, financé à la hauteur de 52 millions de dollars américains, vient également renforcer l'ensemble d'efforts déjà menés par la Banque mondiale pour la stabilisation de cette partie du pays, en proie à l'insécurité.

Aru : les jeunes empêchent au chef de collectivité Ndo d'accéder à son bureau. Les jeunes de la collectivité Ndo en territoire d'Aru, dans la province de l'Ituri, ont scellé depuis le 15 octobre les bureaux du chef intérimaire de cette entité, du receveur ainsi que du secrétaire administratif. Selon Héritier Ahundu de la société civile d'Aru, le chef de collectivité est accusé par ses administrés de mauvaise gestion de l'entité. Ils prennent pour exemple le mauvais état des routes, le délabrement des bâtiments publics tel le bureau de la collectivité ainsi que la résidence de l'autorité. Il est également accusé de manque d'initiatives de développement de cette entité.

Kisangani: formation de 100 observateurs électoraux. L'école de formation électorale en Afrique centrale en collaboration avec la Commission électorale nationale et indépendante (Ceni), forme du 19 au 23 octobre à Kisangani 100 membres de la société civile notamment ceux des ONG accréditées pour l'observation des élections prochaines. Cette formation leur permettra de comprendre le cycle et le système électoral choisis par le constituant congolais, le droit, les obligations et les qualités d'un bon observateur.

Goma: le Bureau genre de la Monusco vulgarise la résolution 1325. Le bureau « Genre » de la Monusco organise, du lundi 19 octobre au jeudi 22 octobre la formation d'une quarantaine de formateurs de jeunes issus de différentes institutions universitaires de Goma dans la province du Nord Kivu sur la connaissance et la compréhension de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Le contenu de cette formation porte sur les concepts et les notions de sexe et de genre, les facteurs influençant les rapports asymétriques entre les hommes et les femmes dans la société en RDC et dans le monde. Ces étudiants sont formés dans le but de répercuter l'information auprès d'autres jeunes, en mettant en exergue les questions de violences sexuelles. Pour le chef de la Section Genre de la Monusco/Goma, Ernst Luceus, l'assimilation de ces notions par ces jeunes, décideurs de demain, pourraient faire avancer la cause de la femme à travers l'application réelle de cette résolution.

RDC : Congo Airways organise son premier vol commercial Kinshasa-Lubumbashi. La compagnie aérienne Congo Airways a organisé mardi 20 octobre son tout premier vol commercial. L'avion a quitté Kinshasa à destination de Lubumbashi (Haut Katanga). Pour le directeur adjoint de

cette entreprise, ses avions vont relier les deux villes chaque jour de la semaine avant d'envisager d'autres itinéraires.

RDC: Thierry Michel se réjouit de la levée de l'interdiction du film du Dr Mukwege. Thierry Michel, l'un de deux réalisateurs du film consacré au gynécologue congolais Dr Mukwege, se réjouit de la levée de l'interdiction de ce documentaire. Interdit en septembre, le film « L'homme qui répare les femmes- la colère d'Hippocrate » a finalement obtenu l'autorisation d'être diffusée en RDC le 19 octobre.

Mercredi 21 octobre.

La Fondation Bill Clinton pour la paix recense 2 000 cas de détentions arbitraires à Kinshasa. La Fondation Bill Clinton pour la paix, une ONG de Kinshasa, a recensé deux mille cas de détentions arbitraires, six cents cas d'arrestations arbitraires et cinq cents cas d'emprisonnements illégaux dans les prisons de Makala, Matete et à la prison militaire de Ndolo dans la capitale de la RDC. Parmi les victimes de ces détentions arbitraires, la Fondation Bill Clinton pour la paix évoque notamment le cas des bénéficiaires de la loi d'amnistie. Certains parmi eux ont recouvré la liberté alors que d'autres continuent de croupir en prison sans raison valable, fait savoir cette ONG de défense des droits de l'homme.

Beni: réunion d'évaluation sécuritaire après les massacres. En visite à Oicha, mardi 20 octobre, le ministre congolais de la Décentralisation, Salomon Banamuhere, a déclaré que les massacres des civils ont diminué dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Il a tenu une réunion d'évaluation de la situation sécuritaire, en présence du gouverneur du Nord-Kivu, des représentants de la société civile, des responsables de l'armée et de la police nationale.

Sénat: l'Acaj plaide pour des sanctions contre ceux qui contraignent la population à manifester. Le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), Georges Kapiamba demande au Sénat de prévoir, dans la loi portant fixation des mesures d'application de la liberté de manifestation que le Sénat examine depuis le 16 octobre, la pénalisation de l'acte de contraindre des personnes à marcher pour une cause d'un groupe de personnes. Il prend pour référence «les marches de soutien organisées à travers la République pour soutenir certaines personnalités, où certains manifestants ont participé par contrainte ».

COP21: la RDC appelée à défendre ses droits comme poumon vert mondial. La conférence nationale des paysans du Congo a recommandé mardi 20 octobre au Gouvernement de revendiquer les droits de la RDC comme deuxième poumon vert mondial au sommet de Paris sur les changements climatiques prévu au mois de décembre. L'appel a été lancé par le président de cette conférence des paysans en marge des travaux sur les changements climatiques et l'agriculture, qui se tiennent depuis lundi 19 octobre à Kinshasa.

Haut-Uele: activités paralysées suite aux attaques de la LRA à Niangara. La chefferie de Manziga dans le territoire de Niangara (Haut-Uele) vit dans la psychose depuis environ trois semaines. A la base, les coups de feu sporadiques et quotidiens entendus depuis la forêt de Manziga et tout autour de l'axe Niangara-Nambia qui mène vers le centre commercial de cette entité. Le président de la société civile locale pointe du doigt les rebelles ougandais de la LRA, actifs dans la région. Selon lui, il est difficile pour la population de se rendre aux champs, à la pêche ou à la chasse. Les assaillants, qui se positionnent les longs des sentiers menant vers le centre commercial de Nambia, opèrent efficacement chaque vendredi et samedi à la veille du marché hebdomadaire, poursuit-il.

RDC: Washington appelle au transfert pacifique de pouvoir. La sous-secrétaire d'Etat américain à la sécurité civile, la démocratie et les droits de l'homme, Sarah Sewall, appelle les Congolais à «bâtir un fondement pour assurer le premier transfert pacifique de pouvoir de leur histoire». La diplomate américaine a lancé cet appel au cours d'un discours qu'elle a prononcé, mardi 20 octobre, au Centre d'études pour l'action sociale (Cepas) à Kinshasa. Sarah Sewall a estimé que ce transfert de pouvoir devrait passer par la tenue d'élections libres et équitables dans les délais constitutionnels.

RDC: la performance de la SNCC réduite de 87% en 35 ans. La présence de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) est réduite de 87% sur le marché de transport congolais, en l'espace de 35 ans. Le directeur général de cette entreprise, Sylvestre Ilunga Ilukamba a livré ces statistiques, mardi 20 octobre, au cours de la réunion du comité exécutif de l'Association des chemins de fer de l'Afrique australe (Sara), à Lubumbashi (Haut-Katanga). En 1980 par exemple, la SNCC transportait 80% des produits vers diverses destinations, le reste étant assuré par le transport routier. Actuellement, d'après le patron de la SNCC, elle ne transporte que 10%.

Nord-Ubangi: marche des élèves et enseignants du collège présidentiel de Gbadolite. Les élèves et enseignants du collège présidentiel de Gbadolite dans le Nord-Ubangi ont dénoncé mardi 20 octobre, lors d'une marche pacifique, l'arrestation et le mauvais traitement infligé la veille par les éléments de la Police nationale congolaise (PNC) à leur préfet des études. Ce dernier s'était opposé à l'occupation illégale d'une résidence de l'école par un tiers. D'après des témoins, les manifestants se sont rendus à la mairie pour y déposer un mémorandum dans lequel ils ont demandé le délogement du parquet, qui a installé ses bureaux dans leur concession.

Bunia: le général Bwahambe alias «Kakolele» transféré à Kinshasa. Arrêté depuis samedi dernier dans la localité de Niama dans la nouvelle province de Haut-Uélé, le général Emmanuel Bwahambe connu sous le nom de «Kakolele» a été transféré mardi 20 octobre à Kinshasa par les services de sécurité militaire. Cet officier des FARDC est accusé d'organiser les groupes armés Mai-Mai dans la région de Mambasa et Wamba, ont indiqué des sources militaires.

Kisangani: 48 cas de choléra signalés dans la prison centrale. La prison centrale de la ville de Kisangani a enregistré 48 cas suspects de choléra à l'intervalle de trois semaines. L'alerte a été lancée mardi 20 octobre par les responsables de cette maison carcérale aux autorités sanitaires de la ville, après le décès d'un prisonnier.

RDC: le Gouvernement prépare la réforme du système éducatif. Le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire et l'Education à la nouvelle citoyenneté (EPS-ENC) a organisé mardi 20 octobre à Kinshasa une réunion d'échange entre acteurs intervenant dans le système éducatif congolais. Plusieurs experts présents à cette rencontre sont d'avis que la RDC a réalisé d'énormes progrès notamment en matière d'accès à l'éducation et de l'amélioration de la qualité du niveau de l'enseignement. Cependant, insistent-ils, plusieurs d'entre eux plaident pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement à tous les niveaux. A en croire des sources proches de ce secteur, le Gouvernement voudrait donc mettre un cap vers une nouvelle stratégie sectorielle de l'éducation, qui prendrait en compte les trois ministères de l'enseignement: le primaire et secondaire, technique et professionnel et le supérieur et universitaire ainsi que le ministère des affaires sociales dans son volet alphabétisation. Et les experts présents à cette réunion vont poser le diagnostic du système éducatif de la RDC et d'en proposer des pistes de solutions.

Brazzaville: les violences affectent les échanges commerciaux avec Kinshasa. Des accrochages ont été signalés, mercredi 21 octobre, entre policiers et jeunes dans les quartiers Sud-Ouest de Brazzaville (République du Congo). L'opposition organise depuis le week-end dernier des manifestations pour empêcher la tenue du référendum qui vise la révision constitutionnelle, de nature à permettre au président Sassou Ngouesso de se représenter en 2016. Cette situation impacte sur le trafic entre Kinshasa et Brazzaville. Selon les services frontaliers à Kinshasa, la dernière traversée a été observée mardi 20 octobre autour de 11 heures locales.

Succession de Malumalu à la Ceni: les confessions religieuses proposent Corneille Nangaa. Les confessions religieuses ont désigné Corneille Nangaa mercredi 21 octobre pour succéder à l'abbé Malumalu à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Corneille Nangaa occupait jusque-là les fonctions de secrétaire exécutif adjoint de la commission électorale. Selon des sources proches des confessions religieuses, Corneille Nangaa est un laïc protestant. Il était le candidat de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) au poste de président de la Ceni.

Kalemie: 20 aveugles opérés de cataracte. La clinique mobile du centre hospitalier Undugu de Kalemie dans la province du Tanganyika a diagnostiqué et opéré vingt aveugles de cataracte à Manono du 19 au 21 octobre. La prise en charge de ces malades, grâce à une chirurgie réparatrice de cataractes, est gratuite. Pour le médecin directeur de ce centre, Dr Jacques Kisubi, cette opération permettra à ces personnes de recouvrer la vue. Il estime que, pour ces opérations, «le taux de succès est autour de 97%».

RDC: Lucha saisit la CNDH sur la détention de ses membres. L'organisation citoyenne Lutte pour le changement (Lucha) a annoncé mercredi avoir porté devant la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) de la République démocratique du Congo le cas de la "détention illégale" de deux militants associatifs arrêtés mi-mars à Kinshasa.

Jeudi 22 octobre.

Ceni: l'Eglise catholique n'a pas participé à la désignation de Corneille Nangaa. L'Eglise catholique n'a pas participé à la désignation de Corneille Nangaa proposé par les confessions religieuses pour succéder à l'abbé Malumalu à la tête de la Commission électorale nationale

indépendante (Ceni). Le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), abbé Léonard Santedi, a déclaré mercredi 21 octobre à Radio Okapi que M. Nangaa est « le candidat de sept confessions religieuses sans l'Eglise catholique ». Pour désigner leur candidat, les confessions religieuses ont eu des pourparlers pendant une dizaine de jours. « Au cours des échanges, indique l'abbé Santedi, il est apparu de divergences notables sur des principes majeurs devant être respectés pour honorer une telle responsabilité. Dès lors, l'Eglise catholique a pris la décision de ne pas participer à un vote qui n'en était pas un et qui semblait être décidé en amont ». Le secrétaire général de la Cenco affirme les sept autres confessions religieuses avaient déjà porté leur choix sur un candidat.

Bukavu: réactions divergentes après la fermeture des universités. La décision du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire fermant les extensions des universités non viables sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo a suscité des réactions diverses au sein des universités de Bukavu. Ceux qui apprécient la mesure du ministre justifient leur position par le fait que la prolifération des universités est un signe de désordre dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire. Le camp des opposants à la décision du ministre pense que la dissémination des universités permet à la jeunesse rurale d'accéder facilement aux études supérieures.

Beni : le député Muliwavyo demande les opérations conjointes FARDC-Monusco contre les ADF. Le député provincial élu de Beni (Nord-Kivu), Jaribu Muliwavyo, réclame les opérations conjointes FARDC-Monusco contre les rebelles ougandais ADF dans le territoire de Beni. Selon lui, cette demande est consécutive aux attaques, le week-end dernier, des présumés ADF dans la région de Oïcha, au cours desquelles un civil a été tué, deux militaires blessés et environ cinq maisons incendiées.

RDC : Kyungu wa Kumwanza démissionne de la présidence de l'Unafec. Antoine Gabriel Kyungu wa Kumwanza a démissionné, mercredi 21 octobre, de la présidence de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec). Il l'a annoncé au cours d'une conférence de presse tenue à Lubumbashi au Haut Katanga et dit avoir démissionné pour des raisons de convenance personnelle.

Nord-Kivu: la société civile dénonce la recrudescence de l'insécurité à Rutshuru. La société civile de Goma dénonce la recrudescence de l'insécurité sur les tronçons Rutshuru-Kanyabayonga, Butembo-Beni et l'absence des mesures pour mettre fin à cette situation. Les responsables de cette organisation évoquent plusieurs cas de kidnapping et d'attaques de véhicules sur cet axe depuis quelques jours.

Visite de Sarah Sewall au Nord-Kivu. La sous-secrétaire d'Etat américaine chargée de la sécurité des civils, la démocratie et des droits de l'homme, poursuit sa visite au Nord-Kivu. Mercredi 21 octobre à Goma, elle a échangé avec le gouverneur Julien Paluku sur le processus électoral et la situation sécuritaire dans cette province. Les Etats-Unis d'Amérique souhaitent que les élections présidentielles et législatives nationales se passent dans les délais constitutionnels, a-t-elle réaffirmé.

Bunia: publication des résultats du concours d'admission aux écoles militaires. Le Commandant de la 32e Région militaire dans la province de l'Ituri, le Général Jean-Pierre Bongwangela, a publié, mercredi 21 octobre à Bunia, les résultats des candidats des provinces de l'Ituri et du Haut-Uele ayant passé les concours d'admission aux écoles militaires congolaises. Vingt-deux jeunes dont trois filles du centre de Bunia ont satisfait aux épreuves organisées par les FARDC, contre huit candidats pour le Haut-Uele. Ceux qui ont des diplômes de licence seront orientés vers des domaines tels que la médecine, le droit ou la polytechnique.

Bukavu : les établissements de l'enseignement supérieur se préparent à appliquer le système LMD. Les professeurs et gestionnaires d'universités et instituts supérieurs de Bukavu réfléchissent depuis lundi 19 octobre dernier sur les possibilités de basculer vers le système « Licence, Master, Doctorat » (LMD) au sein des universités et instituts supérieurs de Bukavu au Sud-Kivu.

Kananga: 11 malfaiteurs arrêtés par la police. Le commissariat provincial de la police de Kananga a interpellé depuis le 17 octobre dernier 11 jeunes personnes accusées d'extorsions et de vols à mains armées dans la ville. La présentation de ces personnes au gouvernorat de la ville de Kananga est intervenue mercredi 21 octobre.

Les leaders religieux lancent la campagne «Investissons dans la Paix». Les leaders religieux de la RDC rassemblés au sein de la Commission d'Intégrité et Médiation Électorales (Cime) ont officiellement lancé la campagne "Investissons dans la paix !". Cette initiative s'adresse à toutes les forces sociales, politiques et économiques du pays, afin de les inviter à œuvrer en faveur de la

prévention et de la gestion des conflits, à l'approche des prochaines élections locales, initialement prévues en octobre avant d'être reportées jusqu'à nouvel ordre. Dans une première phase de la campagne, deux médiateurs de paix seront envoyés dans chacun des districts du Congo, puis, lors d'une seconde phase, auprès de chaque communauté locale. Les médiateurs seront chargés de contribuer à la résolution des contentieux entre les autochtones par les voies légales ou à travers le dialogue. Auteure de cette initiative, la Cime comprend entre autres au nombre de toutes les religions qu'elle réunit l'Église catholique, l'Église kimbanguiste (dénomination locale très répandue), l'Union des Églises indépendantes et les communautés islamiques du Congo. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) a déjà annoncé qu'il soutiendrait la campagne. Le processus électoral en RDC, voué à prendre fin avec la présidentielle de novembre 2016, aurait dû démarrer le 25 octobre prochain par des élections locales. Celles-ci ont néanmoins été reportées, faisant redouter à plusieurs mouvances de l'opposition d'ultérieurs retards dans tout le calendrier électoral et le maintien conséquent au pouvoir de l'actuel président de la République, Joseph Kabila, au-delà de la fin de son second et dernier mandat, en vertu des termes de la Constitution congolaise. (Misna)

Mamadou Diallo appelle les Congolais à «s'accorder sur un calendrier électoral». Invité spécial à la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa mercredi 21 octobre, le Coordonnateur du système des Nations unies en RDC, Mamadou Diallo a réaffirmé la disponibilité de la Monusco à soutenir le processus électoral et la lutte contre l'insécurité dans l'Est de la RDC. Il a cependant invité les Congolais à s'entendre sur un nouveau calendrier électoral.

Ituri : plusieurs véhicules transportant du ciment bloqués aux postes frontaliers de Mahagi. Plusieurs camions transportant du ciment importé en provenance de l'Ouganda sont bloqués depuis 40 jours aux postes frontaliers entre la RDC et l'Ouganda dans le territoire de Mahagi. D'après le président de la fédération des entreprises du Congo (FEC) en Ituri en séjour à Mahagi, cette situation est consécutive à la décision du ministre national de l'économie prise le 17 août dernier de conditionner l'importation du ciment gris en RDC par la détention d'un contrat-programme signé entre l'opérateur économique intéressé par l'activité et le ministère de l'Economie nationale. Un contrat que n'a signé aucun importateur du ciment opérant en Ituri. Pour Constant Bubu, président de la FEC Ituri, cette mesure du gouvernement central doit être revue car elle étouffe à la fois les activités des importateurs du ciment en Ituri et les opérateurs du secteur immobilier sur place.

Nord-Kivu: 3 corps découverts à Kamakombu. Trois corps ont été découverts mercredi 21 octobre dans l'après-midi à Kamakombu dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). La Société civile qui livre cette information indique que les victimes, des habitants d'Oicha, étaient parties dans leur champ le week-end dernier et ne sont plus revenues.

Matadi: les opérateurs économiques saluent la construction de nouveaux ports. Les opérateurs économiques de Matadi saluent la construction dans cette ville des ports et ports secs (terminal intermodal directement connecté par route ou par chemin de fer à un port). Au cours d'une interview accordée mercredi 21 octobre à Radio Okapi, le président des commerçants indépendants du Kongo central, Matondo Lelo, a dit attendre beaucoup de retombées de ces nouvelles installations portuaires.

Kisangani: l'UE lance le projet GAD pour lutter contre la pauvreté des paysans. L'Union européenne (UE) a lancé, mercredi 21 octobre, le projet Renforcement de moyens d'action des Groupes d'auto-développement (GAD) à Kisangani, dans la nouvelle province de la Tshopo. Ce projet vise à améliorer les conditions sociales et économiques des paysans pauvres de cette province. Il a aussi pour objectif d'aider les groupes d'agriculteurs, éleveurs et pisciculteur afin d'augmenter leurs revenus pour lutter contre la pauvreté dans leurs milieux de vie. Le programme va distribuer les semences améliorées aux groupes d'agriculteurs ciblés pour leur permettre d'obtenir de bonnes récoltes et une production de qualité. Ce projet sera exécuté par l'ONG Caritas-Développement de l'Archidiocèse de Kisangani.

RDC: le projet PARRSA prolongé d'une année. Le Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (PARRSA) a été prolongé d'une année. C'est ce qu'a annoncé mercredi 21 octobre la Banque mondiale au terme d'un atelier d'évaluation de ce projet à Kinshasa. Avec ce prolongement, le projet devrait aller jusqu'au 31 janvier 2017. L'objectif du PARRSA en RDC est d'augmenter la productivité agricole et d'améliorer la commercialisation de la production végétale et animale des petits producteurs agriculteurs. Il est financé par la Banque mondiale.

Vendredi 23 octobre.

Détentions de Muyambo et Tshibangu Kalala: les avocats belges écrivent à Joseph Kabila. Les avocats belges interpellent le Chef de l'Etat congolais sur la détention de leurs confrères, Jean-Claude

Muyambo et le professeur Tshibangu Kalala. Le premier est détenu à la prison de Makala à Kinshasa depuis janvier dernier, poursuivi pour stellionat. Le second est détenu dans la même maison carcérale pour « rétention illicite de certains documents et abus de confiance ». Dans une lettre ouverte adressée à Joseph Kabila le 20 octobre, l'Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique interroge le président congolais sur le respect des règles de procédure équitable et des droits de la défense dans ces deux affaires.

Kinshasa : plaidoyer pour un enseignement de qualité en faveur des élèves. L'association nationale des parents d'élèves du Congo (Anapeco) recommande au gouvernement congolais de mettre en place des mécanismes pour assurer une formation de qualité aux enfants. C'est l'une des recommandations que l'association a adressée jeudi 22 octobre au gouvernement à l'ouverture de la 8e session nationale de cette plate-forme syndicale. Pour Jean Kalume Sefu, président de cette association, la formation de qualité des enfants passe par l'amélioration des conditions de vie des enseignants.

Kinshasa : la loi sur la reddition des comptes déclarée recevable à l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale a reçu pour un examen approfondi, jeudi 22 octobre, la loi portant reddition des comptes pour l'exercice 2014, après la réplique du ministre des finances Henry Yav Mulang sur les observations et questions des députés nationaux. Ce texte explique la manière dont le gouvernement a exécuté le budget de l'Etat 2014. Au cours de leurs interventions, les élus avaient fait état des plusieurs failles dans la gestion des finances. Ils ont évoqué notamment des problèmes dans le recouvrement des recettes ou l'exécution des dépenses, dans l'absence de certains rapports devant accompagner la loi, les dépassements de dépenses exécutées et la réalisation des dépenses non prévues.

Kinshasa: la police crève les pneus des conducteurs qui violent le code de la route. Sur certaines routes de Kinshasa, les embouteillages sont récurrents à certaines heures de la journée. Une situation provoquée par le non-respect du code de la route. Des conducteurs n'hésitent pas à créer des bandes supplémentaires là où elles ne sont pas prévues. Pour redresser la situation, la Police nationale congolaise (PNC) crève depuis quelques jours les pneus des voitures dont les conducteurs ne respectent pas le code de la route.

Tanganyika : la prison centrale de Kabalo confrontée à plusieurs difficultés de fonctionnement. La prison centrale de Kabalo, une cité située à 300 km à l'Ouest de Kalemie, est confrontée à plusieurs difficultés de fonctionnement notamment celle liée au ravitaillement de la prison en nourritures. D'après André Kanza wa Kanza, directeur de cette maison carcérale, l'Etat congolais n'a plus versé les frais de fonctionnement pour cette maison carcérale depuis plusieurs années.

Kisangani: des ONG plaident pour le développement du secteur agricole. Le conseil régional des ONG de développement (CRONGD) demande au gouvernement de mener des actions pour le développement de l'agriculture parce que la majeure partie de la population congolaise vit presque exclusivement de cette activité. Il lui recommande ne pas privilégier uniquement l'exploitation minière. Cette recommandation émerge de la rencontre d'échanges et de partage d'expériences organisée à Kisangani du 22 au 23 octobre.

Ralentissement des activités de KCC : la crise se ressent déjà à Kolwezi. Depuis la suspension de la production du cuivre et du cobalt par l'entreprise minière Kamoto Copper Company (KCC) au mois de septembre dernier, quelques milliers d'agents des entreprises de sous-traitance de KCC ont été mis en congé technique à Kolwezi dans la province du Lualaba. La crise socio-économique se fait de plus en plus sentir sur place. Les autorités urbaines se disent préoccupées par cette situation. D'après le maire de Kolwezi, Charlotte Cime Jinga, cette crise fait craindre notamment la baisse du pouvoir d'achat de la population. Elle pourrait aussi favoriser la recrudescence du banditisme causé par un nombre accru des chômeurs dans la ville, redoute-t-elle.

Ituri : les autorités appellent la population à contribuer à la protection des humanitaires. Les autorités coutumières et sanitaires de la collectivité de Walendu Bindi, par l'intermédiaire de Dr Alain Aveba , médecin chef de zone de santé de Gety et Alexandre Peke Kaliaki, chef de collectivité de Walendu Bindi, demandent aux populations locales à contribuer à la protection des humanitaires qui œuvrent dans leur entité. Elles ont lancé cet appel, jeudi 22 octobre, après une série d'attaques contre les humanitaires. Un véhicule de l'ONG internationale Médecins sans frontières (MSF) Suisse était tombée dans l'après-midi de lundi 19 octobre dernier dans une embuscade tendue par des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) au niveau de la localité de Koni, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bunia, en collectivité de Walendu Bindi. Quatre mois plus tôt, un véhicule de

l'ONG Solidarité a été pillé par des hommes armés dans cette région où l'activisme des miliciens de la FRPI entraîne l'augmentation du nombre des déplacés de guerre.

Evariste Boshab réitère le retrait progressif de l'Onu en RDC. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Evariste Boshab Mabudj reconnaît les services de l'Onu en RDC et estime que cette organisation internationale peut laisser les institutions du pays s'assumer elles-mêmes. Evariste Boshab réitère cet appel six mois après que le gouvernement congolais et la Monusco avaient entamé un dialogue stratégique sur le retrait de la mission onusienne de la RDC, conformément à la recommandation du Conseil de sécurité, contenue dans sa résolution 2211.

Beni : le commandant de « Sokola 1 » appelle la population à collaborer avec l'armée. Le commandant des opérations Sokola 1, le général de brigade Marcel Mbangi, invite la population à collaborer avec les forces de défense et de sécurité pour neutraliser les rebelles ougandais de l'ADF. Il a lancé cet appel vendredi 23 octobre à Beni au Nord-Kivu.

Samedi 24 octobre.

Paie des fonctionnaires: 11,8 millions USD détournés en 3 mois à Kinshasa. Le Gouvernement a déniché un réseau maffieux qui détourne trimestriellement la somme de 11 783 409 \$ américain) dans la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat à Kinshasa. Le ministre d'Etat en charge du Budget, Michel Bongongo Ikoli, l'a annoncé jeudi 22 octobre au terme d'une mission de contrôle de la paie, menée depuis juillet dernier, dans les ministères de l'Enseignement supérieur et universitaire, de l'Enseignement primaire et secondaire et de la Santé publique.

Kinshasa: les agents de la SCTP opposés au démantèlement de leur entreprise. Les travailleurs de la Société commerciale de transports et des ports (SCTP, ex-Onatra) disent «Oui » à la réforme et «Non» au démantèlement de leur entreprise, tel que l'envisage le Gouvernement. Ils l'ont affirmé lors de leur assemblée générale vendredi 23 octobre à Kinshasa. Cette assemblée intervient après la réunion de discussion, la veille, entre le banc syndical de la SCTP et les cabinets du Premier ministre et du ministre de Portefeuille ainsi que les experts du Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques (Copirep). Cette réunion a porté sur l'appel d'offre lancé le 7 octobre par le Gouvernement pour la privatisation des ports de Boma, de Matadi, de Kinshasa et du chemin de fer Matadi-Kinshasa. Le banc syndical de la SCTP, qui rendait compte aux travailleurs de discussions engagées avec les cabinets d'Augustin Matata Ponyo et de Louise Munga, a été formel: l'appel d'offre de la mise en concession intégrée de la SCPT doit être annulé. Le projet est totalement désapprouvé par les travailleurs.

RDC: 457 écoles reconstruites dans le cadre du projet PRRIS. Au total, 445 écoles sur 512 ont été reconstruites et équipées en RDC pendant la première phase du Projet de réhabilitation et reconstruction des infrastructures scolaires, (PRRIS), a indiqué le directeur de BCECO lors de la réunion du comité de ce projet vendredi 23 octobre à Kinshasa. Le coût du projet s'élève à plus 204 millions de dollars américains, dont 100 millions reste à pourvoir. Pour la seconde phase, 12 écoles seulement sont achevées sur les 522 attendues. Tout compte fait, 457 écoles sur les 1034 prévues sont achevées et remises aux bénéficiaires. Le comité de pilotage s'engage à atteindre 1034 écoles au mois de juin 2016.

Le Sénat examine la loi portant accès à l'information. Le Sénat a examiné vendredi la loi portant accès à l'information, qui donne le droit à tout citoyen de s'enquérir des informations publiques détenues par les agents de l'Etat, les particuliers et les cabinets. Ce texte favorise le contrôle citoyen de l'action publique, selon son auteur, Moïse Nyarugabo. Cette loi ne concerne pas directement la presse, d'après le sénateur Ramazani Baya. Mais, elle «facilite en même temps le travail de la presse, dans la mesure où elle crée un climat favorable à la recherche de l'information. Elle oblige les agents de l'Etat et même les particuliers à s'ouvrir, à ne pas faire de tout un secret», a-t-il poursuivi.

RDC: des ex-combattants protestent contre leurs conditions de vie à Kamina. Les ex-combattants issus des groupes armés regroupés au centre de transit de la base militaire de Kamina sont descendus nombreux dans les rues de cette ville samedi 24 octobre matin. Selon plusieurs sources locales, ils protestaient contre les mauvaises conditions de vie et d'hébergement auxquelles ils sont soumis dans ce centre, depuis environ deux ans. Cette situation a créé la panique dans la ville. Boutiques, marchés et magasins sont restés fermés.

RDC: une pétition pour l'adoption de la nationalité multiple. L'acceptation d'une nationalité multiple par la constitution congolaise est incontournable aujourd'hui pour l'émergence de la RDC, a affirmé ce vendredi 22 octobre à Kinshasa le président de l'ASBL 'Nouvelle génération pour

l'émergence du Congo', Constant Mutamba. Il a affirmé avoir lancé une pétition pour obtenir le changement de principe de la nationalité unique consacrée dans la constitution congolaise.

RDC: Sarah Sewall «préoccupée» par les restrictions de la liberté d'expression. La sous-secrétaire d'Etat américain en charge de la sécurité des civils, la démocratie et des droits de l'homme, Sarah Sewall, affirme être attristée par l'état balbutiant de la démocratie en RDC. Au cours d'une conférence de presse organisée à Goma samedi 24 octobre, elle s'est notamment dite préoccupée par les restrictions de la liberté d'expression en ce qui concerne les questions électorales. Elle affirme avoir partagé cette préoccupation avec tous les acteurs concernés à Kinshasa et au Nord-Kivu pendant sa tournée congolaise. «Que le gouvernement s'abstienne, en particulier, de persécuter ou d'inquiéter les personnes qui cherchent à exprimer librement leurs opinions», a lancé Sarah Sewall.

RDC: la Majorité présidentielle restructure son secrétariat général. Le bureau politique de la Majorité présidentielle a procédé samedi 24 octobre à la structuration du secrétariat général de cette plateforme politique qui soutient le chef de l'Etat Joseph Kabila. Selon Lambert Mende, membre du bureau politique de la majorité, trois personnalités font leur entrée au secrétariat général de la plateforme. Le député national Kokonyange de l'AFDC en devient le secrétaire général adjoint. Le député Mikulu, exclu de l'ARC (l'un des partis du G7), est nommé secrétaire national chargé des stratégies. De son côté, André Alain Atundu devient porte-parole du secrétariat général de la Majorité présidentielle.

Lubumbashi: le général Kifwa plaide pour la réinsertion sociale des ex-enfants soldats. Il a estimé que leur réinsertion sociale évitera qu'ils ne reprennent les armes. « Nous les avons accueillis et nous les avons mis à la disposition des structures de la Monusco, notamment à l'Unicef. Mais malheureusement lorsqu'ils sont réinsérés dans leur milieu d'origine, ils sont rejetés », a-t-il fait savoir, sans donner le nombre d'ex-enfants soldats enregistrés dans cette province. Le général Kifwa estime qu'une sensibilisation est nécessaire pour que « ces enfants soient acceptés en dépit de ce qu'ils ont commis comme atrocités ».

RDC: François Muamba accuse les responsables de l'ex-M23 de prendre en otage leurs troupes. Après la publication vendredi 23 octobre du communiqué de l'ex-mouvement rebelle M23 menaçant de se désengager des déclarations de Nairobi, le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba, estime qu'il s'agit « d'une fuite en avant ». Il accuse les chefs de cette ancienne rébellion de prendre en otage leurs troupes pour ne pas répondre des accusations des violations des droits de l'homme qui pèsent sur eux.

Dimanche 25 octobre.

Intolérance politique: le MLC accuse le CSAC de passivité. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) dénonce l'indifférence du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) face à l'intolérance, à l'apologie de la haine et à la diabolisation de l'opposition dans les médias public du pays. Ce parti de l'opposition a fustigé le comportement de cet organe de régulation des médias dans un communiqué publié, vendredi 23 octobre, à Kinshasa. La secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba Masudi, déplore la «démission» et le manque d'indépendance des autorités du Csac.

Ituri: les déplacés de Walendu Bindi appelés à regagner leurs villages. Le chef de collectivité de Walendu Bindi, Olivier Peke Kaliaki demande aux déplacés de guerre de son entité de regagner leurs villages d'origine pour reprendre leurs activités.

Kabalo: des détentions préventives faute de jugements au tribunal de paix. L'administrateur du territoire de Kabalo, Hubert Kanzavumba déplore des détentions préventives à la prison centrale de son entité, située à 300 km à l'Ouest de Kalemie (Tanganyika). Il a attribué, samedi 24 octobre, cette situation au dysfonctionnement du tribunal de paix de Kabalo suite à l'absence de juges. Il a également déploré le fait que ces prévenus sont gardés dans cette maison carcérale en panne de fonctionnement à cause de manque de subvention de l'Etat.

Sud-Kivu: le choléra sévit dans 16 zones de santé de la province. L'épidémie de choléra sévit dans seize zones de santé sur les trente-quatre que compte la province du Sud-Kivu

Maniema : 3 personnes tuées dans le conflit entre Kumu et Zimba. Trois personnes ont été tuées dans le conflit qui oppose depuis le 21 octobre dernier entre les communautés Kumu, dans le territoire de Lubutu et Zimba, dans le territoire de Kasongo, au Maniema. Selon les mêmes sources, douze autres personnes ont été blessées, plus de soixante maisons incendiées, trois cent vingt ménages sont déplacés, et une dizaine d'étangs piscicoles détruits. Les membres de la communauté Kumu, ethnique

majoritaire dans le Territoire de Lubutu, s'attaquent aux non originaires, à en croire les sources locales.

RDC : l'ARC « surprise » de la nomination de Mikulu au secrétariat général de la MP. Après la nomination de Guy Mikulu au secrétariat national chargé des stratégies de la Majorité présidentielle, l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) se dit « surprise une fois de plus pour cette obstination qui tend vraiment vers un acharnement ». Dans une déclaration faite dimanche 25 octobre à Radio Okapi, Hubert Thetika, porte-parole du parti d'Olivier Kamitatu, pense que la famille présidentielle courtise sa formation politique pour un éventuel retour. Guy Mikulu, avait été radié de l'ARC pour avoir fait allégeance à la MP.

RDC : Gizenga Lugi nommé secrétaire permanent du Palu. Le secrétaire général du Parti lumumbiste unifié (Palu) a nommé, samedi 24 octobre, Gizenga Lugi au poste de secrétaire permanent et porte-parole de cette formation politique. Il remplace Makina Malongi. Le communiqué de ce parti indique qu'il s'agit « d'un impératif majeur » pour recréer la cohésion interne et externe. D'après le document, Robert Ngambi est désigné secrétaire permanent adjoints en charge des questions électorales et Sylvain Ngabu chargé des questions administratives et financières.

Lundi 26 octobre.

RDC: 600 ex-combattants ont quitté la base de Kamina. Le ministre de la Défense, Crispin Atama, a invité dimanche 25 octobre près de six cents ex-combattants à regagner la base de Kamina. Ils ont quitté samedi cette base militaire où ils sont cantonnés depuis deux ans pour revendiquer de meilleures conditions de vie. En séjour à Kamina, dans le Haut-Lomami, Crispin Atama a promis à ces ex-combattants des groupes armés une accélération du processus de leur démobilisation. D'ici trois mois, ils apprendront différents métiers qui faciliteront leur réintégration dans la société, a-t-il garanti. Les ex-combattants ont momentanément installé leur quartier général dans la localité de Lukulwe, à environ 8 km de la base militaire de Kamina.

Lac Edouard: les autorités appelées à fermer les pêcheries illicites. Les comités des pêcheurs des territoires de Lubero, Rutshuru et Beni, plaident pour l'assainissement du lac Edouard, en mettant fin aux pêcheries illégales. Ils ont lancé ce message dans le communiqué final des deux assemblées générales qu'ils ont tenues à Vitshumbi et Kasindi-port de mardi 20 à samedi 24 octobre. Pour ces pêcheurs, le lac Edouard situé en plein parc national des Virunga est de plus en plus menacé suite à la pêche illicite.

Mbandaka : les suspensions répétées du procès Yalisika inquiètent la défense. Les avocats de la défense dans l'affaire qui oppose la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) aux populations du village Bosanga, groupement Yalisika en Equateur, déplorent les suspensions répétées du procès. L'un d'eux, Me Antony Mwamba a estimé le week-end dernier que cette situation préjudicie les prévenus qui sont détenus depuis trois ans. Ce procès a été suspendu pour la deuxième fois le 22 octobre dernier après, celui de juin dernier.

RDC: 4 morts dans les affrontements entre FARDC et miliciens à Mambasa. De nouveaux affrontements entre les FARDC et une coalition de miliciens ont fait quatre morts dans le territoire de Mambasa en Ituri, ont indiqué lundi 26 octobre des sources civiles et militaires, précisant que ces combats ont eu lieu vendredi dernier dans la localité de Basiri en chefferie de Bombo. La population locale est encore sous le choc de ces combats, selon les mêmes sources.

Tanganyika : fermeture d'une mine de cassitérite après la mort d'un élève. L'administrateur du territoire de Manono dans la province du Tanganyika, François Kazembe a interdit, dimanche 25 octobre, l'accès à tout creuseur à la carrière d'extraction artisanale de la cassitérite de Nsaka située à 2 km au Sud de Manono. Cette décision a été prise après la mort d'un élève de deuxième secondaire enseveli dans un éboulement de terre.

Nouvelles vagues des réfugiés centrafricains au Nord et Sud-Ubangi. L'insécurité en République centrafricaine continue à faire déferler vers la RDC voisine de nouvelles vagues des réfugiés, ont indiqué des témoins lundi 26 octobre. Chaque jour, on enregistre de nouveaux arrivants non seulement à Zongo, ville située en face de Bangui, mais aussi dans les territoires de Mobayi-Mbongo et de Bosobolo au Nord-Ubangi et dans celui de Libenge au Sud-Ubangi.

Nord-Kivu: pénurie de nourriture à la prison centrale de Rutshuru. Plus de deux cents détenus de la prison centrale de Rutshuru (Nord-Kivu) manquent de nourriture depuis un mois. Les responsables

de cette maison carcérale craignent que certains prisonniers soient atteints de malnutrition sévère si cette situation perdurait.

Kisangani : des étudiants manifestent contre une coupure générale d'électricité. Les étudiants de l'université de Kisangani (Unikis) ont barricadé dimanche 25 octobre la route principale qui relie le centre-ville au quartier Plateau médical en signe de protestation contre une coupure générale d'électricité dans la ville. Selon des témoins, ces étudiants ont mis le feu à deux endroits et bloqué la voie publique avec des tronçons d'arbre et des grosses pierres, empêchant ainsi toute circulation.

Ituri: les collectivités réclament des fonds retenus par le gouvernement provincial. Une cinquantaine de chefs coutumiers de l'Ituri exigent la totalité des sommes de «rétrocession» qui doivent leur être allouées par le gouvernement central, en tant qu'entités territoriales décentralisées. Depuis plus d'un an, le gouvernement provincial retient 70 pourcent de ces fonds d'environ 1 million de francs congolais par mois, sous prétexte que les chefs locaux détournent l'argent pour leurs intérêts personnels.

RDC: l'UCL préconise l'organisation simultanée de la présidentielle, des législatives et des provinciales. Parti politique de la Majorité présidentielle, l'Union des Congolais pour la Liberté (UCL) préconise la tenue groupée de la présidentielle, des législatives et des provinciales. La Ceni a fixé la présidentielle et les législatives en novembre 2016.

Mitwaba : les responsables scolaires saluent l'organisation des cantines scolaires. Le responsable de la sous-division de la province éducationnelle de Mitwaba dans le Tanganyika, Romialde Muyaba Mutaba, a salué le week end dernier l'organisation des cantines scolaires dans plusieurs écoles de son territoire pour l'année scolaire en cours. Selon lui, cette situation fait suite au retour de la paix dans cette zone. Plusieurs familles ont regagné leurs villages d'origine en proie autre fois à insécurité, a-t-il indiqué.

Bukavu: l'OIM forme les agents de l'Etat à la gestion de la crise migratoire. L'organisation internationale pour les migrations (OIM) organise du 26 au 30 octobre à Bukavu dans la province du Sud-Kivu, une formation des agents des services de l'Etat œuvrant à la frontière dont la DGDA, l'OCC, la DGM, la police, l'ANR pour les aider à gérer efficacement les frontières et garantir la bonne circulation des personnes et de leurs biens.

RDC : le projet de budget 2016 est réaliste, affirme Matata Ponyo. Le projet de budget 2016 est réaliste, a justifié le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, lundi 26 octobre, lors de la présentation et la défense du budget de l'Etat à l'Assemblée nationale. Il a indiqué que le budget 2016 est équilibré en dépenses comme en recettes à 8 437,4 milliards de FC (9 121 011 021 USD) contre 8 496,3 milliards de FC en 2015 (9 184 794 315 USD). Soit une baisse de 63 783 294 USD. La principale cause de cette régression est la baisse des cours des matières premières dont la RDC est productrice et exportatrice, à en croire Matata Ponyo. Le prix de la tonne métrique du cuivre, par exemple, est passé de 7 000 USD à 5 000 USD, a fait savoir le Premier ministre, ajoutant que le baril du pétrole se vend actuellement à 47 USD contre 110 au début de l'année en cours. « L'impact de cette baisse drastique des cours mondiaux sur les ressources de l'Etat est considérable. A titre d'illustration, au cours du troisième trimestre de l'année en cours, la société minière KCC a annoncé l'arrêt de sa production durant 18 mois. Cette société produisait environ 15% du total de la production du secteur minier. Cela priverait au gouvernement près de 200 milliards de Francs congolais (216 214 555 USD) au cours de l'exercice prochain », a expliqué Matata Ponyo. Pour le Premier ministre, ce projet de budget est réaliste, étant donné qu'il s'élabore dans un environnement international plutôt difficile caractérisé par la baisse du prix des matières premières importantes et des préparatifs des élections et du découpage territorial. 80,4% de ce budget seront mobilisés localement et 19,6% d'apports extérieurs. Le gouvernement a retenu 6 axes prioritaires pour le budget 2016, dont la finalisation des réformes institutionnelles pour 33,3%. Celle-ci prendra en charge entre autres l'organisation des élections et la mise en place des nouvelles provinces. Au sujet du financement des élections, Matata Ponyo a souligné qu'il est prévu des ressources suffisantes, soit 537,8 milliards de FC (580 536 081 USD). Les autres axes prioritaires sont la consolidation du cadre macroéconomique, l'accélération de la croissance, la création d'emplois pour 29%, le renforcement du capital humain, l'initiation à la nouvelle citoyenneté pour 0,7%, a-t-il ajouté. Le projet de loi des finances 2016 envisage également des mesures fiscales et parafiscales rigoureuses pour lutter contre la fraude douanière, l'évasion fiscale et la corruption qui sont aussi à la base du coulage des recettes publiques.

Mardi 27 octobre.

RDC : le budget 2016, « juste une formalité », selon Christian Mwando. L'opposition congolaise a invité les députés nationaux à rejeter le projet de budget 2016 que le Premier ministre Augustin Matata

Ponyo a présenté lundi 26 octobre à l'Assemblée nationale. Selon Christian Mwando de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef), le gouvernement « s'attelle à remplir juste une formalité constitutionnelle en déposant ce budget qui connaît chaque année des sérieux problèmes d'exécution ». «L'opposition est fatiguée de ce qui est fait par le gouvernement. A chaque fois, il y a des budgets qui sont votés mais lorsqu'on regarde l'exécution, par rapport à ce qui a été voté, on constate que le gouvernement fait fi de la loi de finances et exécute autre chose», a déploré Christian Mwando. Il a indiqué par exemple qu'en ce qui concerne les investissements en province, 1 103 000 000 FC (1 192 423 USD) ont été budgétisés pour 2015, mais il se dit surpris que le gouvernement ait décaissé beaucoup moins que prévu. L'élu du Katanga estime ainsi que les provinces sont délaissées et les crédits détournés. De plus, certaines lignes budgétaires ne sont pas claires, d'après lui. «Il y a des choses tel que l'appui au processus de prise de position publique qui est un truc tout à fait vague sur lesquelles le gouvernement nous dit qu'il a dépensé 226 milliards de Fc (244 322 447 USD). C'est-à-dire qu'il y a un problème réel de priorité et de respect », a fustigé le député Mwando de l'opposition. Autant de raisons qui le pousse à appeler ses collègues à ne pas voter le budget 2016 tel que le gouvernement l'a présenté.

Kinshasa: la Cenco annonce un colloque international sur l'évangélisation en Afrique. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) va organiser un colloque international sur «la mission évangélicatrice de l'église dans l'Afrique aujourd'hui, défis et perspectives» du 17 au 21 novembre à Kinshasa. Au regard des mutations générales dans le monde et à la lumière des apports du synode des évêques sur la nouvelle évangélisation ainsi que des impulsions du Pape François, la Cenco veut réfléchir en vue de repenser sa mission évangélicatrice en Afrique, a expliqué à la presse lundi 26 octobre à Kinshasa le secrétaire général de la Cenco, l'abbé Léonard Santedi. Le colloque va tourner autour des six principaux axes, dont celui consacré au contexte africain de l'évangélisation.

Nouveaux cas de choléra dans la Tshopo : 4 morts à Kisangani. L'épidémie de choléra qui sévit dans plusieurs régions de la RDC se propage maintenant dans la province de la Tshopo. Une quarantaine de cas ont été enregistrés au cours la semaine dernière dans la prison centrale de Kisangani. Au moins 4 personnes sont mortes.

Lubero : trois journées ville-mortes pour protester contre l'insécurité. La société civile du territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu a déclenché trois journées ville-mortes qui s'étendent du lundi 26 au mercredi 28 octobre. Le but : dénoncer la recrudescence de l'insécurité sur la route nationale n°4. Depuis deux semaines, une dizaine de civils ont été tués et plusieurs autres amenés dans la brousse, indique la société civile de cette entité territoriale.

Nord-Kivu: les FARDC repoussent les attaques simultanées des ADF à Beni-Mbau ; Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repoussé, lundi 26 octobre, les attaques des rebelles ADF dans les localités de Makembi, Jéricho et Nadwi, dans le secteur Beni-Mbau (Nord-Kivu). Ces rebelles ougandais ont simultanément attaqué plusieurs positions des FARDC pour tenter de reprendre le contrôle de leurs anciens bastions.

Kongo-Central: 10 détenus s'évadent de la prison de Mbanza Ngungu ; Dix détenus se sont évadés le week-end dernier de la prison centrale de Mbanza Ngungu, situé à 215 km à l'Est de Matadi, ont rapporté mardi 27 octobre plusieurs sources locales. Ces détenus, des bandits de grand chemin, ont ouvert un passage sur la toiture de leur pavillon: sept sont sortis vers la porte de la prison et les trois autres ont escaladé le mur et se sont retrouvés hors de l'enceinte de la prison.

Ituri: deux morts après une attaque de la milice FRPI à Irumu ; Une personne a été tuée et plusieurs biens pillés, lundi 26 octobre, dans une nouvelle attaque des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la chefferie de Walendu Bindu, selon les autorités locales. Une autre personne a été tuée et deux femmes violées par les mêmes miliciens à Bunga dans le territoire d'Irumu (Ituri).

Kindu : les armateurs compliquent la traversée du fleuve par pirogue. Les armateurs des communes de Kasuku et Alunguli à Kindu (Maniema), ne facilitent plus la traversée sur le fleuve Congo par baleinières. Ils protestent contre le prix de 100 FC que l'Assemblée provinciale a imposé pour joindre les deux communes que le fleuve sépare. Le maire avait décidé de doubler le prix de la traversée il y a quelques semaines, suscitant la colère des voyageurs. Les députés provinciaux eux, ont maintenu le tarif initial que les armateurs jugent dérisoire.

Yav Tshibal pas satisfait de la fermeture du bureau du HCR à Lubumbashi. Le gouverneur intérimaire de la province démembrée du Katanga, Yav Tshibal, n'est pas satisfait de la décision du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de fermer son sous-bureau de

Lubumbashi. Selon lui, il y a encore plusieurs milliers des réfugiés dans le Haut-Katanga. Du côté du HCR, son porte-parole, Andreas Kirchhof, reconnaît que sur le territoire de l'ancienne province de Katanga, il y a presque 5 000 réfugiés rwandais et burundais qui pour la plupart ne reçoivent pas d'assistance humanitaire. Mais, il indique que son organisation doit souvent fermer des bureaux pour pouvoir mieux adapter sa réponse aux multiples besoins humanitaires en RDC.

RDC : 34 millions USD de la Banque mondiale pour faciliter le commerce transfrontalier. La Banque mondiale a remis 34 millions USD à la République démocratique du Congo (RDC) pour appuyer la facilitation du commerce transfrontalier. L'accord entre le ministère des Finances et l'institution de Breton Wood a été signé mardi 27 octobre à Kinshasa. Cet argent est remboursable sur une période de 38 ans. Il servira à mettre en place des infrastructures pour rendre plus aisée la pratique du commerce entre les Etats de la région des Grands lacs, a précisé le directeur des opérations de la Banque mondiale, Moustapha Soumaré.

RDC: plaidoyer pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin. La présidente de la Commission sociale de la Fédération des entreprises du Congo (Fec), Patricia Veringa Gieskes, plaide pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin en RDC. Elle l'a dit mardi 27 octobre à Kinshasa, au cours de l'atelier de restitution de l'Assemblée mondiale des femmes, tenue en août dernier à Tokyo (Japon). Elle estime qu'il faut créer des emplois et faire en sorte que les femmes entrepreneurs deviennent le véritable moteur de l'économie congolaise.

Mercredi 28 octobre.

La CIRGL appelle l'ex-M23 au respect des engagements de Nairobi. La Conférence internationale pour la région des Grands lacs invite les dirigeants de l'ex-M23 «à continuer à être engagés et à maintenir l'esprit des déclarations de Nairobi pour apporter la paix et la stabilité en RDC et dans la région». Le secrétaire général de cette organisation sous-régionale, Ntumba Luaba, a lancé cet appel dans un communiqué publié mardi 27 octobre à Bujumbura (Burundi). La CIRGL dit exprimer sa profonde préoccupation face aux positions exprimées par la direction de l'ex-M23 à travers son communiqué du 23 octobre dernier, faisant savoir qu'elle ne restera pas constamment liée par des engagements issus des déclarations signées en décembre 2013 à Nairobi (Kenya).

A en croire l'ex-rébellion du M23, il y a un retard « délibéré » dans la mise en œuvre des engagements du gouvernement.

Nord-Kivu : au moins 30 morts dans les combats entre l'armée et les rebelles ADF à Beni. Les violents combats qui opposé lundi et mardi les Forces armées de la RDC (FARDC) aux rebelles ougandais des ADF dans les localités de Makembi, Nadwi et Jéricho à 80 km de Beni, ont fait au moins trente morts, selon des sources sécuritaires. A l'issue d'intenses combats de ces deux derniers jours, dix-neuf rebelles ADF ont été tués, onze soldats FARDC fauchés et trois blessés dans les rangs de l'armée régulière, dans un bilan établi mercredi par des sources militaires.

Actes xénophobes: retour au calme au Maniema. Les policiers et soldats déployés à Lubutu, au Maniema, ont réussi à imposer un retour au calme après une semaine d'insécurité liée à des actes xénophobes. Les autorités locales font un bilan de 3 morts, 12 blessés et plus de 60 maisons incendiées. Une dizaine d'étangs piscicoles ont aussi été détruits. Ces actes auraient été posés par des membres de la communauté Kumu, l'ethnie majoritaire dans le territoire de Lubutu, à l'endroit de Congolais n'étant pas originaires de la région. Environ 320 familles ont été déplacées.

Bas-Uélé : la cité de Buta dotée d'une prison. La cité de Buta dans la province du Bas-Uélé, vient de se doter d'une prison, construite par l'ONG "Organisation pour l'Encadrement et la Promotion de l'Agriculture et Environnement, grâce à un appui financier de la Monusco, d'environ 62 000 dollars américains. Le vice-gouverneur de l'ancienne Province Orientale a procédé mardi 27 octobre à son inauguration. Cette maison carcérale dont la capacité d'accueil est de 150 personnes met ainsi un terme à 23 ans d'inexistence d'une prison adéquate dans le Bas-Uele.

RDC: les capacités militaires des FDLR sont intactes, selon le Groupe d'experts de l'ONU. Dans un rapport transmis le 16 octobre dernier au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le Groupe d'experts sur la RDC indique que les capacités militaires des FDLR restent jusqu'ici intactes malgré les opérations menées depuis janvier par l'armée congolaise contre ces rebelles rwandais.

Likasi : Justicia ASBL dénonce l'interdiction de la manifestation de l'ACO, un parti du G7 . La mairie de Likasi (Haut-Katanga) a annulé mardi 27 octobre, le rassemblement de l'Avenir du Congo (ACO), un parti membre du G7 avec sa base dans cette ville. Selon Justicia ASBL, le député national Banza Maloba, président de l'ACO a été interpellé et détenu par les services de renseignement pendant

plus de quatre heures, avant d'être libéré. Me Timothée Mbuya, le président de Justicia ASBL, condamne cette attitude des autorités et des forces de l'ordre qui va à l'encontre des dispositions constitutionnelles en matière d'organisation des manifestations politiques.

Kinshasa : l'Union des Républicains veut un dialogue conforme à l'accord-cadre d'Addis-Abeba. Le président du parti Union des républicains (UR), Norbert Luyeye a invité mardi 27 octobre à Kinshasa, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour les Grands Lacs à convoquer rapidement le dialogue politique selon l'esprit et les termes de l'accord-cadre d'Addis-Abeba.

RDC : HRW demande au gouvernement de sécuriser les écoles. L'ONG Human Rights Watch (HRW) demande au gouvernement congolais d'assurer la protection des élèves et des écoles dans les zones du pays touchées par les conflits armés. Cette recommandation est contenue dans un rapport publié mardi 27 octobre par l'ONG sous le titre : « Notre école devint un champ de bataille : l'utilisation des écoles comme lieu de recrutement et à des fins militaires en République démocratique du Congo ». Human Rights Watch a documenté des attaques contre des écoles ou l'utilisation des écoles à des fins militaires entre 2012 et 2014 par l'armée congolaise, l'ex-rébellion du M23, divers groupes de miliciens hutus congolais connus sous le nom de Nyatura, Mai-Mai Sheka ainsi que d'autres groupes Mai-Mai et par les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Bas-Uele: 500 écoliers privés de cours à cause des rebelles de la LRA. Trois écoles primaires de la province du Bas-Uele n'ont pu rouvrir leurs portes depuis la rentrée scolaire, en septembre, en raison de la présence active des rebelles ougandais de la LRA, l'Armée de résistance du Seigneur. Environ 500 écoliers sont donc privés de cours dans le territoire d'Ango, situé à plus de 500 kilomètres au nord de Kisangani. Il s'agit des élèves de l'école de Makpoyo, de celle de Ngamana et de l'école Ebale, à Kpokpo.

Nord-Kivu : mise en place d'un plan d'action pour une cohabitation pacifique des communautés. Une stratégie provinciale de stabilisation et un plan d'action prioritaire (PAP) ont été mis en place mercredi 28 octobre dans la province du Nord-Kivu pour faciliter la cohabitation pacifique entre les communautés de la province, notamment les Hunde, Hutu, Nyanga et Tutsi. Ces propositions ont été faites mercredi 28 août, au cours de l'atelier de restitution du Plan de stabilisation et de restauration des régions affectées par les conflits (Starec) à Kitchanga.

Kisangani: ASF équipe le ministère provincial de la santé pour lutter contre le paludisme. L'Association de santé Familiale (ASF) a remis mardi 27 octobre au ministère provincial de la Santé de l'ancienne Province orientale, quatre véhicules land cruiser et quinze motos. Ces équipements sont destinés aux quatre divisions provinciales de la grande province orientale : Tshopo, Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri. Ce don de l'Association de la Santé Familiale a été obtenu grâce au financement du Fonds mondial pour la lutte contre la malaria, le VIH/Sida et la Tuberculose.

Assemblée nationale: le projet du budget 2016 jugé recevable. Les députés ont jugé recevable le projet de loi de finances 2016 au cours de la plénière du mercredi 28 octobre, après que le Premier ministre ait répondu à leurs préoccupations. Les élus nationaux ont décidé que ce texte soit transmis à la commission Ecofin de la chambre basse du Parlement pour examen approfondi. Aux inquiétudes soulevées sur la poursuite du processus de mise en place des nouvelles provinces par exemple, Augustin Matata Ponyo a assuré que l'opération n'est pas en panne. Le chef du gouvernement a annoncé pour bientôt la nomination des commissaires spéciaux pour administrer les nouvelles provinces, en attendant la tenue des élections des gouverneurs.

RDC: plus de 11 millions des comptes bancaires ouverts entre 2013 et 2014. Le nombre de comptes ouverts auprès des institutions financières est passé de 3 488 382 en 2013 à 14 888 164 en 2014, soit un accroissement de 11 399 782 en l'espace d'une année.

Kindu : les armateurs lèvent la grève. Les armateurs de la ville de Kindu, dans la province du Maniema, qui assurent la traversée entre les communes de Kasuku et Alunguli ont levé, mercredi 28 octobre, leur grève. Le prix de la traversée est redevenu à 100 FC. Cette reprise du travail est le fruit des négociations entre l'autorité municipale, les tenanciers des pirogues et armateurs, ainsi que des différents responsables de services concernés.

Jeudi 29 octobre.

Doing Business 2016 : la RDC avance de trois places. La Banque Mondiale vient de publier le rapport Doing Business 2016. La RDC se classe à la 184^e place sur 189 nations répertoriées. Le pays avance de trois par rapport à 2015 où il occupait la 187^e position mais reste tout de même en bas du

tableau de ce classement qui mesure la facilité de faire des affaires dans les pays classés. Le rapport note une bonne progression de la RDC dans deux domaines : la création d'entreprise qui est devenue plus rapide et l'octroi de permis de construire. En revanche, le pays a encore des efforts à fournir en matière de raccordement à l'électricité, obtention des prêts, protection des investisseurs minoritaires et paiement des impôts et taxes. Des indicateurs qui ont tous baissé dans la période considérée.

Harcèlement policier en RDC : un chauffeur de taxi s'immole au volant avec un policier à bord .

Un ultime acte de désespoir. Sans doute excédé par le harcèlement policier quotidien, un chauffeur de taxi s'est immolé, le 28 octobre, à Lubumbashi, dans le sud de la RDC. Le chauffeur de taxi venait d'être interpellé quelques minutes plus tôt par un policier « de roulage » qui lui réclamait des bakchichs. Ce dernier avait alors pris place à bord de son véhicule, pour contraindre le chauffeur de se rendre au commissariat. Mais en route, le chauffeur s'est aspergé d'essence et s'est immolé... s'agrippant au policier.

Thambwe Mwamba accuse Me Tshibangu Kalala d'avoir pris la RDC en otage. Le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, accuse l'avocat de la République, Me Tshibangu Kalala, de détention illégale du dossier du contentieux qui oppose la République démocratique du Congo (RDC) à l'Ouganda. Le ministre répondait mercredi 28 octobre à une question orale du député Toussaint Alonga. Il estime que l'avocat congolais a pris la République en otage. D'après le ministre, le conflit entre la RDC et l'Ouganda est parti de l'occupation illégale du sol congolais par des militaires ougandais entre 1998 et 2003. La partie concernée était notamment l'ancienne Province Orientale, le Nord-Kivu et l'ancienne province de l'Equateur. Un procès avait été organisé à la Cour internationale de justice (CIJ) à La Haye, aux Pays-Bas pour départager les deux pays. La CIJ a rendu un jugement en faveur de la RDC en 2005. Il ne restait plus qu'à fixer la hauteur de l'indemnisation. Mais aucun compromis n'a pas été trouvé, a rappelé le ministre. D'où la décision de la RDC de saisir à nouveau la cour. Mais pour cela, il fallait obligatoirement la présentation des pièces justificatives sur base desquelles la RDC fondait sa revendication.

Kinshasa: la société civile lance un appel au dialogue. La Ligue nationale pour les élections libres et transparentes (Linelit), la Ligue du Peuple, le Conseil de l'Apostolat des Laïcs Catholiques du Congo, Congo debout et la Ligue des Electeurs appellent les acteurs politiques au dialogue pour aplanir leurs divergences et planifier un processus électoral apaisé. Ces organisations de la Société civile ont lancé cet appel à travers un document intitulé « Manifeste de la Société civile pour le salut de la Nation par le dialogue citoyen », rendu public mardi 27 octobre.

RDC: l'armée et la Monusco lancent une offensive contre les ADF à Beni. Les Forces armées de la RDC (FARDC) et la Brigade d'intervention de la Monusco ont lancé jeudi 29 octobre dans la matinée une « offensive de grande envergure » contre plusieurs positions des rebelles ougandais des ADF dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Selon des sources militaires, l'objectif de cette offensive est de détruire les positions à partir desquelles ces rebelles organisent des attaques contre les populations civiles et les positions de l'armée dans la zone.

Interdiction des manifestations à Lubumbashi: le maire évoque des raisons de sécurité.

L'interdiction de manifestation publique à Lubumbashi vise à sécuriser la population et ses biens et non pas protéger une frange de la classe politique. Cette déclaration est d'Oscar Sanguza, maire de Lubumbashi. Il réagissait, mercredi 28 octobre, aux propos du porte-parole des partis membres de l'opposition politique de l'ex-province du Katanga qui l'a accusé d'autoriser les manifestations des partis de la Majorité et d'interdire celles de l'opposition.

Kinshasa : un atelier pour encourager la production d'huile de palme sans détruire la forêt. Le gouvernement congolais, les industriels, les investisseurs et les organisations de la société civile réfléchissent depuis mercredi 28 octobre à Kinshasa sur les possibilités de veiller à la sauvegarde de l'environnement en RDC dans un contexte d'exploitation industrielle. «Les exploitations d'huile de palme sont faites pour la plupart de temps dans les zones forestières et les savanes. Et les écosystèmes ne sont pas épargnés lorsque le mode d'exploitation n'est pas rationnel», a déclaré Augustin Rushunda, chargé de programme à Oxfam, l'ONG internationale à l'initiative de cet atelier de réflexion. Selon M. Rushunda, Oxfam veut savoir comment poursuivre l'appui au développement du secteur de l'huile de palme en augmentant le revenu rural et la sécurité alimentaire sans détruire les forêts et, aussi préserver les droits primordiaux des communautés autochtones.

Sud-Kivu: 3 disparus après une pluie à Kalehe. Trois personnes sont portées disparues dans le village de Bushushu, une trentaine de maisons endommagées et la route Goma-Bukavu coupée, a indiqué la société civile de Kalehe. Cette organisation livrait jeudi le bilan encore provisoire des

dégâts causés par la pluie de la veille dans ce territoire du Sud-Kivu. Les autorités locales ont décidé notamment de reboiser cette région pour éviter la répétition de pareille catastrophe.

RDC : une trentaine d'anciens députés de 2006 réclament leurs émoluments. Une trentaine d'anciens députés, élus de 2006, réclament leurs émoluments et primes évalués pour chacun à plus de sept mille dollars américains. Pour manifester leur mécontentement, ils se sont rendus jeudi 29 octobre à la place des évolués à Gombe.

Kwilu : la société appelle le gouvernement à accélérer les travaux de la centrale de Makobola. La société civile de Gungu dans la province du Kwilu invite le gouvernement de la RDC à accélérer les travaux de construction de la centrale hydroélectrique de Kakobola. Elle a fait savoir, jeudi 29 octobre, que plusieurs travaux ne sont pas encore lancés. Dans sa déclaration, la société civile dit s'inquiéter notamment du fait que les travaux de transport du courant trainent à démarrer alors que l'inauguration de la centrale est annoncée pour le mois de décembre de cette année.

RDC: Joseph Kabila nomme les commissaires spéciaux de nouvelles provinces. Le président de la République, Joseph Kabila Kabange, a nommé jeudi 29 octobre les commissaires spéciaux qui devront diriger les nouvelles provinces issues du démembrement. Chaque commissaire est secondé de deux adjoints. L'un chargé des questions politiques et l'autre des questions économiques. Ils sont notamment chargés de doter les nouvelles provinces « d'une administration, des services techniques et des infrastructures minimales pour pouvoir créer les balises nécessaires favorables à l'arrivée de nouveaux gouverneurs ».

Vendredi 30 octobre.

RDC : des militaires impliqués dans le trafic de bois, selon l'ONU. Des militaires congolais seraient impliqués dans le trafic illégal de bois vers l'Ouganda, selon le dernier rapport d'experts des Nations unies sur la RDC. Une activité qui selon ces experts, expliquerait en partie le manque d'efficacité des FARDC sur le terrain des opérations dans les zones des conflits à l'Est du pays. Le rapport fait particulièrement référence à l'offensive contre les ADF au Nord-Kivu dont l'armée peine à venir à bout.

RDC: l'armée affirme avoir réduit la capacité de nuisance des groupes armés. Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont sensiblement réduit la capacité de nuisance des groupes armés opérant dans la partie Est du pays, a déclaré jeudi 29 octobre le porte-parole de l'armée, le général Léon Kasonga. Il réagissait au rapport d'experts de l'ONU sur la RDC transmis le 16 octobre dernier au président du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce document indiquait que les capacités militaires des FDLR restaient jusqu'ici intactes malgré les opérations menées depuis janvier par l'armée congolaise contre les rebelles rwandais des FDLR. Le général Kasonga affirme que depuis le début des opérations militaires intervenues après la sensibilisation des rebelles rwandais les invitant à un désarmement volontaire, les FDLR ont enregistré des pertes énormes dans leurs rangs.

Kinshasa : l'émission « Congo histoire » de Lushima Ndjate mise en demeure par le CSAC. L'émission «Congo histoire» animé par Lushima Ndjaté à la RTNC, la télévision d'Etat, a été mise en demeure par le conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC). Le directeur du programme de la RTNC a quant à lui été invité au CSAC pour ouverture d'une instruction concernant cette émission. La rapporteuse du CSAC, Chantal Kanyimbo affirme que cette mesure est consécutive aux dérapages constatés dans le chef de l'animateur de cette émission. Au cours des dernières productions de cette émission, l'animateur et ses invités s'en prenaient à certains politiciens dont Moïse Katumbi qui a récemment quitté le parti présidentiel sans leur accorder la parole.

Lubumbashi : le procureur encourage la lutte contre la cybercriminalité. Le procureur général près la cour d'appel de Lubumbashi, Caïphe Useni, a appelé les magistrats et les officiers de la police judiciaire de son ressort à lutter contre la cyber criminalité. Il a appelé le législateur congolais à accélérer le vote des textes répressifs pouvant appuyer et encourager la lutte contre la cyber criminalité. Selon Caïphe Useni, les infractions commises sur internet doivent pouvoir être réprimées.

Nord-Kivu : les communautés identifient les problèmes qui troublent la paix à Kitchanga. Les habitants de Kitchanga ont identifié, jeudi 29 octobre, trois grands problèmes qui troublent la paix dans leur secteur, situé dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ils énumèrent entre autres, les conflits identitaires, ceux liés à la gestion des terres ainsi qu'aux pouvoirs coutumiers. Les participants à l'atelier sur la pacification de Kitchanga ont noté que les conflits identitaires sont dus à la présence des milliers de réfugiés, venus principalement du Rwanda voisin.

Décès du professeur Philippe Biyoya. Le professeur Philippe Biyoya Makutu est décédé ce vendredi 30 octobre à l'hôpital général de référence de Kinshasa. D'après des sources familiales, cet enseignant dans plusieurs universités et instituts d'enseignement supérieur, souffrait depuis quelques semaines.

Commissaires spéciaux: des ONG déplorent la sous-représentation des femmes. Le Réseau national d'ONG pour le développement de la femme en RDC (Renadef) déplore le non-respect de la promotion du genre dans la nomination des commissaires spéciaux et leurs adjoints à la tête de nouvelles provinces.

Mbandaka : un juge se retire du procès de Yalisika. Le juge président de la chambre foraine de la Cour militaire de l'ex-province de l'Equateur au procès de Yalisika s'est retiré de l'affaire sans donner les raisons. Ce retrait intervient au moment où toutes les parties attendent la reprise des audiences, après le rejet par la Cour de la requête de l'avocat de la défense qui accuse trois juges de partialité dans ce dossier. Pour permettre la Le procès de Yalisika oppose la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) aux habitants de Bosanga, dans le groupement de Yalisika, territoire de Bumba, dans l'ex-Equateur.

Réunion de haut niveau des ministres de l'Intérieur d'Afrique centrale à Kinshasa Les ministres de l'intérieur de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) se sont réunis ce vendredi 30 octobre à Kinshasa pour réfléchir sur la réduction des risques de catastrophes dans la région. A en croire le vice-premier ministre et ministre de l'intérieur de la RDC, Evariste Boshab, l'Afrique en général et particulièrement l'Afrique centrale, doit actuellement s'interroger sur la conduite à entreprendre pour la prévention et la réponse aux catastrophes.

L'ONG IDPE appelle à la promotion des potentialités du parc des Virunga. L'Innovation pour le développement et la protection de l'environnement (IDPE) a clôturé mercredi 28 octobre une campagne de sensibilisation pour la protection du Parc national des Virunga (PNVi). Cette campagne des trois mois a consisté à promouvoir la potentialité socioéconomique et culturelle de ce parc et à prévenir les conflits entre la population riveraine et l'administration de cette aire protégée. Bien géré, le parc national des Virunga peut à lui seul générer plus de 100 millions de dollars américains chaque année, ont estimé l'IDPE et ses partenaires. Ces fonds peuvent provenir des activités de la pêche sur le Lac Edouard, du tourisme, en plus des services écologiques et récréatifs qu'offrent la forêt et ses ressources biologiques et géologiques. Cependant, le parc fait face à des multitudes de défis. Il s'agit entre autre de la destruction de ses écosystèmes par les populations riveraines.

Kinshasa s'apprête à accueillir la conférence économique africaine 2015. La ville de Kinshasa va abriter du 2 au 4 novembre la 10ème édition de la conférence économique africaine. Cette rencontre internationale se tiendra à l'initiative gouvernement congolais avec l'appui du PNUD sous le thème «lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le programme de développement pour l'après 2015».

Samedi 31 octobre.

Kinshasa: 17 pays africains engagés à renforcer la lutte antitabac. La réunion de haut niveau sur la mise en œuvre de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac s'est clôturée vendredi 30 octobre à Kinshasa. Les chefs de délégation de dix-sept Etats membres de la région africaine de l'OMS ont plaidé notamment pour la mise en œuvre des politiques efficaces sur la taxation et le prix du tabac. De son côté, l'OMS se dit fortement inquiète de la riposte des industries tabaciques qui initient déjà des campagnes publicitaires dans les universités en violation de la Convention en vigueur.

Gabriel Kyungu reconduit à la tête de l'Unafec pour un mandat de 5 ans. Réunis en congrès jeudi 29 octobre à Lubumbashi (Haut-Katanga), les membres de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec) n'ont pas pris en compte la démission de Gabriel Kyungu wa Kumwanza à la tête de leur parti. Ils l'ont pourtant reconduit à son poste pour un nouveau bail de cinq ans.

Nord-Kivu: la Monusco assure son soutien à l'application de la résolution 1325. La nouvelle directrice de la Division Genre de la Monusco, Jamila Seftaoui assure le soutien de la mission au gouvernement congolais pour la mise en œuvre de la résolution 1325 au Nord-Kivu. Cette résolution veut que les femmes soient impliquées dans tous les processus de recherche de la paix dans le monde. Elle l'a dit en marge des activités de 15 ans de l'adoption de cette résolution, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Démission du vice-président de la Ceni, André Mpungwe. Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), André Mpungwe Songo, a démissionné de son poste. Un cadre de l'institution électorale, sous couvert de l'anonymat, l'a confié, samedi 31 octobre, à Radio

Okapi. Il a indiqué qu'André Mpungwe, issu du PPRD, a déposé sa lettre de démission auprès du chef de l'Etat, après plusieurs semaines des pressions de sa famille politique. Pour l'instant, aucun communiqué officiel de la Présidence de la République n'a fait encore état de cette démission.

Nord-Kivu: libération d'un humanitaire britannique enlevé par des présumés NDC. Un humanitaire britannique de l'ONG internationale Concern et son chauffeur ont été libérés, samedi 31 octobre dans la matinée, après une journée de captivité par des présumés miliciens de Nduma Defense of Congo (NDC), à Kashebere, en territoire de Walikale au Nord Kivu. Selon l'autorité territoriale, Marie-Claire Bangwene, ces ex-otages ont été recueillis à la base de la Monusco, où ils ont transité avant de regagner Masisi-centre, où ils sont basés. Elle indique que l'enlèvement de cet humanitaire et de son chauffeur a démotivé le personnel de l'ONG Concern qui plie bagage pour quitter la zone de Kibua.

Kindu: la population invitée à épargner. Le ministre provincial des Finances du Maniema, Modeste Kilukula Munganga invite la population de cette province à la culture de l'épargne.

Ceni: la Majorité présidentielle invite les membres du G7 à libérer leurs postes. Dans un communiqué publié samedi 31 octobre à Kinshasa, le secrétariat général de la Majorité présidentielle (MP) dit constater que certains cadres issus du G7 « continuent à occuper sans raison les postes qui reviennent » à la famille politique du chef de l'Etat. « Il s'agit notamment des membres du bureau de la Ceni » que le secrétariat général de la MP invite « à faire preuve de cohérence de leur choix politique et à libérer ces postes dans les meilleurs délais ».

Nouvelles provinces: le MLC désapprouve la nomination des commissaires spéciaux. Le parti de l'opposition Mouvement de libération du Congo (MLC) désapprouve la nomination des commissaires spéciaux à la tête de nouvelles provinces issues du démembrement. La formation politique de Jean-Pierre Bemba estime que cette nomination est une « violation flagrante de la constitution ». « L'architecture de gestion de l'Etat se voit imposée une gestion à deux systèmes contradictoires avec, d'une part, des gouverneurs élus et, d'autre part, des commissaires spéciaux et commissaires spéciaux adjoints désignés en violation de la constitution sur base des critères clientélistes et obscurs soumis, par ailleurs, au diktat d'une hiérarchie administrative », a-t-elle dénoncé.

RDC: la Linelit plaide pour la recomposition du bureau de la Ceni. Après la démission du vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), la Ligue nationale pour les élections libres et transparentes (Linelit) propose que la recomposition complète du bureau de la Ceni soit inscrite dans l'ordre du jour du dialogue politique souhaité par le chef de l'Etat. Pour lui, la commission électorale et ses animateurs souffrent d'une crise de confiance.